

COUR D'ARBITRAGE

F. 88 — 1348

Arrêt

Numéro de rôle : 51

Arrêt n° 66 du 30 juin 1988.

En cause : Le recours en annulation du décret de la Communauté flamande du 27 juin 1985 « inzake bijzondere jeugdbijstand » (« relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse ») et du décret du 4 juin 1986 « Houdende aanvulling van het decreet van 27 juni 1985 inzake bijzondere jeugdbijstand » (« complémentaire au décret du 27 juin 1985 relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse »), introduit par le Conseil des Ministres le 23 février 1987.

La Cour d'arbitrage,
composée des présidents J. Delva et E. Gutt,
des juges I. Pétry, J. Sarot, J. Wathelet, D. André, F. Debaedts, L. De Grève, K. Blanckaert, L.P. Suetens,
M. Melchior, H. Boel,
assistée par le greffier L. Potoms
présidée par le président J. Delva,
après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête du 18 février 1987, adressée à la Cour par lettre recommandée déposée à la poste le 23 février 1987, le Conseil des Ministres a introduit un recours visant à obtenir :

— à titre principal : l'annulation totale du décret du 27 juin 1985 relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse ainsi que du décret du 4 juin 1986 complémentaire au décret précité;

— à titre subsidiaire : l'annulation à tout le moins des articles suivants du décret du 27 juin 1985 : articles 4, 1^o, 2^o et 3^o; 5, §§ 1^{er} et 2; 7, 2^o; 9, §§ 1^{er} et 2, 4^o; 11, § 3, alinéa 2, 13, 1^o, 2^o et 4^o; 14, 1^o et 5^o; 15, § 2, 3^o; 16, §§ 1^{er}, 2 et 5; 17, §§ 1^{er} et 2; 22; 23 à 28; 29, 30; 32, 4^o, 5^o, 6^o, 7^o et 8^o; 33, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o, 7^o, 10^o et 12^o; 34 et 35, de même que l'annulation du décret du 4 juin 1986 complémentaire au décret précité du 27 juin 1985.

II. *La procédure devant la Cour*

Par ordonnance du 24 février 1987, le président en exercice a désigné les membres du siège de la Cour conformément aux articles 46, § 1^{er}, 48 et 49 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

L'avis prescrit par l'article 58 de la loi organique du 28 juin 1983 a été publié au *Moniteur belge* du 10 mars 1987.

Conformément aux articles 59, § 1^{er} et 113 de la même loi organique, les notifications du recours ont été faites par lettres recommandées déposées à la poste le 10 mars 1987 et remises aux destinataires les 11 et 12 mars 1987.

L'Exécutif flamand a introduit un mémoire le 8 avril 1987.

Par ordonnances des 25 juin 1987 et 9 février 1988, la Cour a prorogé respectivement jusqu'au 23 février 1988 et jusqu'au 23 août 1988 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 25 novembre 1987, la Cour a déclaré que l'affaire était en état et a fixé l'audience au 16 décembre 1987.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties et les avocats des parties ont été informés de la date de l'audience par lettres recommandées déposées à la poste le 26 novembre 1987 et remises aux destinataires le 27 novembre 1987.

Le 3 décembre 1987, la Cour a reporté l'audience du 16 décembre 1987 au 23 décembre 1987.

Le Conseil des Ministres et l'Exécutif flamand ont déposé des conclusions respectivement le 9 décembre 1987 et le 23 décembre 1987.

A l'audience du 23 décembre 1987 :

— ont comparu :

Me M. Franchimont, avocat du barreau de Liège, et Me J. Putzeys, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des Ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles; Me H. Vandenberghe, avocat du barreau de Bruxelles, et Me L. Dupont, avocat du barreau de Louvain, pour l'Exécutif flamand, rue Joseph II 30, 1040 Bruxelles;

— les juges F. Debaedts et D. André ont fait rapport;

— Me Putzeys, Me Franchimont, Me Dupont et Me Vandenberghe ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

Par ordonnance du 19 avril 1988, le président Delva a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

Par ordonnance du 19 avril 1988, la Cour a ordonné la réouverture des débats et a fixé l'audience au 10 mai 1988.

Les parties ainsi que leurs avocats ont été informés de la date d'audience par lettres recommandées déposées à la poste le 20 avril 1988 et remises aux destinataires les 21, 22 et 25 avril 1988.

A l'audience du 10 mai 1988 :

— ont comparu :

Me M. Franchimont et Me J. Putzeys pour le Conseil des Ministres;

Me H. Vandenberghe et Me L. Dupont pour l'Exécutif flamand;

— les juges F. Debaedts et D. André ont fait rapport;

— Me Putzeys, Me Franchimont, Me Dupont et Me Vandenberghe ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux dispositions des articles 52 et suivants de la loi organique du 28 juin 1983 relatifs à l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

III. En droit

Objet des décrets

A. Le décret du 27 juin 1985

Une première partie du décret du 27 juin 1985 donne une structure nouvelle à la protection sociale de la jeunesse dans la Communauté flamande.

Selon ce décret, il est institué, en principe dans chaque arrondissement administratif, un « comité voor bijzondere jeugdzorg » (comité de sollicitude pour la jeunesse). A ce comité sont confiées des missions en matière d'aide aux mineurs et à leurs parents, ainsi qu'en matière de prévention générale. Il peut également fournir aux magistrats chargés des affaires de la jeunesse qui lui ont renvoyé des mineurs ou leurs parents la garantie qu'une assistance effective leur sera proposée.

Une répartition fonctionnelle des tâches prévaut au sein de ce comité. Un certain nombre de membres sont chargés de l'assistance individuelle aux mineurs et à leurs familles; ils constituent le « bureau voor bijzondere jeugdbijstand » (« bureau d'assistance spécialisé à la jeunesse »). Les autres membres du comité sont chargés de tâches de prévention générale.

L'aide individuelle est fournie par le service social, lequel est soumis à un certain contrôle de la part du « bureau d'assistance spéciale à la jeunesse ». Le décret détermine un certain nombre de principes de fonctionnement à respecter dans le cadre de cette assistance.

Il est institué, en principe dans chaque arrondissement judiciaire, une « bemiddelingscommissie inzake bijzondere jeugdbijstand » (« commission de médiation en matière d'assistance spéciale à la jeunesse »). Cette commission prend connaissance de litiges nés à l'occasion de l'assistance fournie par les organes de protection sociale de la jeunesse, de demandes de médiation à la suite de plaintes de parents portant sur l'« inconduite » ou l'« indiscipline » d'enfants, de demandes de médiation ou de demandes d'avis émanant de magistrats de la jeunesse et, enfin, d'autres demandes de médiation concernant des problèmes éducatifs.

La « commission de médiation » a pour mission de rechercher un règlement à l'amiable entre les parties en cause. Faute de pareil règlement, la commission décide soit de se désaisir de l'affaire soit de la renvoyer aux magistrats de la jeunesse lorsqu'une mesure de protection paraît s'imposer. Selon l'article 17, § 2, dernier alinéa, ce renvoi s'opère par la transmission d'un avis motivé au ministère public.

Le décret du 27 juin 1985 règle également la procédure devant la « commission de médiation » ainsi que sa composition.

Une deuxième partie du décret du 27 juin 1985 traite de l'exécution de mesures de protection de la jeunesse prises par le tribunal de la jeunesse, dénommées mesures pédagogiques exécutoires, dans des institutions agréées ou subventionnées par l'Exécutif. L'article 22 du décret dispose que les mesures de protection de la jeunesse ne peuvent être exécutées dans le cadre des institutions précitées que pour autant que la « commission de médiation » ait rendu un avis préalable un avis relatif aux possibilités d'assistance librement acceptée et à l'intérêt éventuel d'une mesure de protection de la jeunesse. A défaut d'un tel avis, les mesures de protection de la jeunesse ne peuvent être exécutées dans les institutions précitées que pour une durée maximale d'un an.

Le décret du 27 juin 1985 traite ensuite de l'agrément et du subventionnement des personnes physiques ou morales ayant l'intention de recueillir ou d'assister des mineurs. Le décret prend, entre autres, des dispositions relatives aux conditions d'agrément, à une commission consultative d'agrément ainsi qu'aux procédures d'agrément et de subventionnement qui doivent être suivies.

Il est ensuite institué un service social d'assistance spéciale à la jeunesse à l'usage des comités et des bureaux d'assistance spéciale à la jeunesse ainsi qu'un service social de la Communauté flamande près le tribunal de la jeunesse, en remplacement du service social existant.

Il est encore spécifié que, sauf si le tribunal de la jeunesse en décide autrement, le service social de la Communauté flamande désigne l'institution à laquelle il sera fait appel pour l'exécution de la mesure de protection de la jeunesse prononcée par le tribunal de la jeunesse.

Pour le reste, des dispositions ont également été adoptées qui concernent le recrutement du personnel des services sociaux précités, le cadre de ce personnel et son statut.

Le décret contient enfin une disposition relative au secret professionnel ainsi qu'une série de dispositions abrogatoires, modificatives et transitoires.

B. Le décret du 4 juin 1986

Ce décret dispose seulement que l'Exécutif fixe les dates auxquelles les différentes dispositions du décret du 27 juin 1985 entreront en vigueur.

Au fond

1. Quant au premier moyen

1.A. Le Conseil des Ministres prend un premier moyen tiré de la violation de l'article 107 *ter* de la Constitution et de l'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat en ce que le décret du 27 juin 1985 n'a pas été soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat.

1.A.1. Selon le Conseil des Ministres, ces articles constituent des règles de compétence car les procédures tendant à la prévention des conflits de compétence participent de la répartition des compétences.

1.A.2. L'Exécutif flamand estime par contre que les articles cités constituent de pures règles de procédure, dont la violation ne peut pas être sanctionnée par la Cour.

1.B. L'obligation de recueillir pour tout avant-projet de décret l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'Etat n'est pas une règle établie par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions. Le premier moyen est dès lors irrecevable.

2. Quant au deuxième moyen

2.A. Le deuxième moyen invoqué par le Conseil des Ministres est tiré de la violation des articles 59 *bis*, § 2 *bis* et 67 de la Constitution et de l'article 5, § 1^{er}, II, 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

2.A.1. Dans la première branche du deuxième moyen, le Conseil des Ministres soutient que les dispositions citées au moyen ont été violées au motif que le décret du 27 juin 1985 contiendrait des mesures de contrainte, alors que de telles mesures seraient exclues par les notions de « matières personnalisables » et d'« aide et assistance aux personnes ».

Pour le Conseil des Ministres, l'élément de communication constitue une caractéristique essentielle de ces notions. Il s'agit toujours de personnes qui s'adressent à un service déterminé afin de recevoir de l'aide. Le Conseil des Ministres estime que ces notions excluent toute forme de contrainte vis-à-vis de personnes : l'assistance et la contrainte sont par définition antinomiques. Les matières personnalisables sont des matières sociales et pas des matières judiciaires.

Le Conseil des Ministres en tire deux conclusions. D'abord, les Communautés ne sauraient adopter dans le cadre de la protection sociale de la jeunesse des dispositions qui, fût-ce de manière indirecte, autoriseraient l'emploi de la contrainte. Ensuite, l'ensemble de la protection judiciaire de la jeunesse — tant la promulgation de normes concernant des mesures de protection de la jeunesse que la promulgation de normes relatives à l'infrastructure nécessaire à l'exécution de ces mesures — serait demeuré de la compétence nationale.

2.A.2. Pour l'Exécutif flamand, les matières personnalisables renvoient à toute forme d'interaction tendant directement au bien-être de la personne humaine, pour autant qu'elle se rattache à son univers personnel. L'Exécutif estime qu'il découle du pouvoir d'appréciation des législateurs décrets que l'utilisation de la contrainte ne puisse pas être absolument exclue. Des obligations contraignantes peuvent être imposées si elles revêtent un caractère fonctionnel dans le cadre de l'aide ou de l'assistance que l'on veut accorder.

Pour l'Exécutif, le droit de la protection de la jeunesse poursuit essentiellement un objectif d'assistance et un objectif pédagogique. Que l'on ait parfois recours à une certaine forme de contrainte n'enlève rien, selon l'Exécutif, au caractère personnalisable du droit de la protection de la jeunesse. La contrainte est un instrument ou une modalité de l'assistance ou de l'aide aux personnes.

Il résulte de ce qui précède, selon l'Exécutif, que les Communautés sont compétentes pour édicter des règles relatives à l'infrastructure au sein de laquelle sont exécutées les mesures de protection de la jeunesse.

2.B. Selon l'article 59bis, § 2bis, de la Constitution, les Conseils de communauté règlent, chacun pour ce qui le concerne, les matières personnalisables qui sont arrêtées par une loi adoptée à une majorité spéciale.

L'article 5, § 1er, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles mentionne au titre des matières personnalisables : « 6° La protection de la jeunesse à l'exception des matières relevant du droit civil, du droit pénal ou du droit judiciaire ».

Il faut considérer que le Constituant et le législateur spécial, dans la mesure où ils n'en disposent pas autrement, ont attribué aux Communautés et aux Régions toute la compétence d'édicter les règles propres aux matières qui leur ont été transférées et ce, sans préjudice de leur recours, au besoin, à l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980.

La compétence des Communautés en matière de protection de la jeunesse n'est dès lors pas limitée aux matières ou parties de matières présentant un caractère communicationnel, pas plus qu'elle ne se trouve limitée par un critère de volontariat. La protection de la jeunesse, lors même qu'elle présente un caractère contraignant, revêt d'ailleurs toujours essentiellement une finalité d'aide et d'assistance. Dès lors, la compétence en cette matière implique aussi, notamment, l'adoption de règles relatives aux institutions et établissements dans lesquels sont appliquées des mesures de protection de la jeunesse.

Il résulte de ce qui précède que la première branche du deuxième moyen est dépourvue de fondement.

3.A.1. Dans la deuxième branche du deuxième moyen, le Conseil des Ministres soutient que l'article 9, § 2, 4°, l'article 13, 1° et 2°, l'article 14, 1°, et l'article 16, § 2, du décret du 27 juin 1985 sont entachés d'excès de compétence en ce qu'ils règlent des matières ressortissant au droit civil.

Dans la troisième branche de son deuxième moyen, le Conseil des Ministres soutient que les articles 4, 2°, 11, § 3, alinéa 2, 12, 7°, 13, 4°, 14, 5°, 16, §§ 1er, 2 et 5, 17, §§ 1er et 2, 22, 24, alinéa 3, 29, §§ 2 et 3, 32, 4°, 33, 1° à 8°, 10° et 12°, du décret du 27 juin 1985 sont entachés d'excès de compétence en ce qu'ils règlent des matières de droit judiciaire.

4. Quant à l'interprétation des exceptions « matières relevant du droit civil » et « matières relevant du droit judiciaire »

4.A.1. Selon le Conseil des Ministres, l'exception renvoie à des matières relevant du droit civil, du droit pénal ou du droit judiciaire en général et pas seulement aux dispositions existantes de ces branches du droit, à savoir les règles établies dans les codes.

4.A.2. L'Exécutif flamand estime par contre que les travaux préparatoires font apparaître que l'exception visée revêt une portée restrictive.

4.B. Il résulte tant de l'utilisation du terme « matières » que des travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1980 qu'en insérant l'exception « matières relevant du droit civil, du droit pénal ou du droit judiciaire », le législateur spécial a voulu maintenir dans les compétences du législateur national certains aspects de la protection de la jeunesse.

La notion de « matières relevant du droit civil » couvre les matières qui touchent au statut des mineurs et de la famille au regard du droit des personnes, tel qu'il est réglé par le Code civil et les dispositions légales qui le complètent.

La notion de « matières relevant du droit judiciaire » renvoie aux dispositions relatives à l'organisation des juridictions de la jeunesse, à leur compétence et à la procédure devant ces juridictions.

5. Quant à l'article 4, 2°

L'article 4, 2°, du décret du 27 juin 1985 dispose que le « comité de sollicitude pour la jeunesse » a pour mission de fournir soit aux magistrats chargés des affaires de la jeunesse qui lui ont renvoyé des mineurs soit aux personnes investies à leur égard de la puissance paternelle ou qui en assument la garde en droit ou en fait la garantie que l'assistance et l'aide définies par le décret seront effectivement fournies et de leur faire savoir, quand la demande en est faite, si cette assistance et cette aide sont en voie d'application, si elles se poursuivent ou si elles ont pris fin.

5.A.1. Selon le Conseil des Ministres, cet article porte atteinte au droit d'appréciation du ministère public de requérir l'application d'une mesure de protection de la jeunesse; il déroge au secret de l'instruction judiciaire et viole l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

5.A.2. Pour l'Exécutif flamand, les arguments du Conseil des Ministres reposent sur une lecture erronée de la disposition visée. L'article ne porte pas préjudice aux compétences du ministère public et ne viole ni l'article 29 du Code d'instruction criminelle ni le principe du secret de l'instruction judiciaire.

5.B. L'article 4, 2°, du décret vise uniquement à permettre la communication d'informations par le « comité de sollicitude pour la jeunesse » aux magistrats de la jeunesse qui ont envoyé des mineurs à ce comité. L'article ne réduit en aucune manière le droit de réquisition du ministère public et ne viole ni le principe du secret de l'instruction judiciaire ni l'article 29 du Code d'instruction criminelle. Il n'empiète en aucune façon sur les « matières relevant du droit judiciaire » réservées à l'Etat par l'article 5, § 1er, II, 6°, de la loi spéciale. L'article ne viole dès lors pas les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

6. Quant à l'article 9, § 2, 4°

L'article 9, § 2, 4°, du décret du 27 juin 1985 : « dans le cas où l'aide fournie touche à la liberté personnelle du mineur, il ne peut être donné suite à une demande d'assistance et l'assistance proposée ne peut être mise en œuvre qu'avec l'accord du mineur lorsque celui-ci a atteint l'âge de quatorze ans ou après avoir entendu le mineur lorsque celui-ci a moins de quatorze ans ».

6.A.1. Le Conseil des Ministres soutient que cet article modifie les règles en matière de capacité, de représentation et d'autorité parentale. L'octroi de certains droits aux mineurs d'un âge déterminé ne relève pas de la compétence des Communautés.

6.A.2. Pour l'Exécutif flamand, la disposition incriminée ne constitue pas une disposition de droit civil, mais une disposition qui réalise des droits fondamentaux du mineur dans le cadre de l'assistance et qui, en tant que telle, est personnalisable. L'Exécutif souligne que le Conseil des Ministres n'indique pas quelles dispositions du droit civil auraient été modifiées par l'article querellé. Subsidiairement, l'Exécutif fait valoir que c'est en tout cas l'aspect d'assistance qui prédomine.

6.B. La disposition incriminée complète l'article 9, § 2, 3^o, qui se rapporte à l'intervention des personnes investies de l'autorité parentale. Elle tend à garantir la libre acceptation de l'assistance proposée et à permettre au mineur de donner son avis, devant le « comité de sollicitude pour la jeunesse », au sujet de l'assistance qui lui est fournie. Elle n'affecte pas le statut du mineur et de la famille au regard du droit des personnes. Elle ne fait pas partie des « matières relevant du droit civil » au sens de l'article 5, § 1^{er}, II, 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 et ne viole donc pas les règles de compétence.

7. Quant à l'article 11, § 3, dernier alinéa

L'article 11, § 3, dernier alinéa, du décret du 27 juin 1985 dispose que les « bureaux d'assistance spéciale à la jeunesse », après concertation, fixent la part contributive des mineurs et des personnes qui leur doivent des aliments, sous réserve du droit pour ceux-ci d'introduire un recours par voie de requête adressée au tribunal de la jeunesse.

7.A.1. Le Conseil des Ministres affirme que cet article est entaché d'excès de compétence en ce qu'une compétence nouvelle est attribuée au tribunal de la jeunesse. Il est indifférent de savoir à cet égard que le tribunal de la jeunesse disposait déjà d'une compétence semblable en vertu de la loi du 8 avril 1965, puisqu'il s'agit en l'occurrence d'un recours contre des décisions d'organes entièrement nouveaux.

7.A.2. Pour l'Exécutif flamand, cette disposition n'apporte aucune modification au droit judiciaire : la procédure existante reste inchangée et l'instruction de l'affaire s'effectue selon les dispositions de droit judiciaire de la loi de protection de la jeunesse. Il faut à tout le moins, selon l'Exécutif, faire application de l'article 10 de la loi spéciale. Cet article doit permettre aux Communautés de mener une politique efficace.

7.B. L'article 94 de la Constitution dispose : « Nul tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peut être établi qu'en vertu d'une loi ».

Le législateur national a défini, sur base de l'article 94 de la Constitution, la compétence du tribunal de la jeunesse.

La disposition de l'article 11, § 3, alinéa 2, in fine : « ... sous réserve du droit pour ceux-ci d'introduire un recours par voie de requête adressée au tribunal de la jeunesse » règle, fût-ce de façon marginale, la compétence du tribunal de jeunesse.

Cette disposition du décret porte ainsi sur une matière que la Constitution réserve à la loi. Comme la Cour l'a constaté dans son arrêt n° 44 du 23 décembre 1987 (affaire n° 36 du rôle), sauf le cas où une habilitation spéciale et expresse a été donnée par les lois spéciales et ordinaires de réformes institutionnelles, le décret ne peut empiéter sur les compétences réservées à la loi par la Constitution. De plus, la possibilité donnée aux Conseils par l'article 10 de la loi spéciale ne peut trouver à s'appliquer à des compétences que la Constitution réserve à la loi.

Il résulte de ce qui précède que la Communauté flamande n'est pas compétente pour régler par décret la compétence légalement conférée au tribunal de la jeunesse, fût-ce dans le même sens que le législateur national.

La disposition de l'article 11, § 3, deuxième alinéa, in fine : « ... sous réserve du droit pour ceux-ci d'introduire un recours par voie de requête adressée au tribunal » viole dès lors les règles constitutionnelles de compétence.

Il en est de même pour :

- a) l'article 32, 3^o, du décret, dans la mesure où cet article abroge l'article 6, 4^e alinéa, de la loi du 8 avril 1965;
- b) l'article 32, 7^o, du décret, qui abroge l'article 71, deuxième alinéa, de la loi du 8 avril 1965, alors que cette disposition est indissolublement liée à l'article 6, 4^e alinéa, de la même loi.

8. Quant au chapitre III

Le chapitre III du décret contient des règles relatives à la composition, à la mission et au fonctionnement de la « commission de médiation ».

8.A.1. Le Conseil des Ministres attaque plusieurs des dispositions relatives au fonctionnement de la « commission de médiation » au motif qu'elles contiennent des règles de procédure relevant du droit judiciaire ou qu'elles ont une incidence sur celui-ci.

8.A.2. L'Exécutif flamand constate que le droit judiciaire ne se rapporte pas à des organes extrajudiciaires tels que la « commission de médiation ». Il relève, en outre, qu'aucune disposition relative à la médiation en matière d'assistance spéciale à la jeunesse ne modifie la compétence du tribunal de la jeunesse ou la procédure devant celui-ci.

8.B. La « commission de médiation » est un organe qui n'exerce pas une fonction juridictionnelle. En déterminant la composition, la mission et le fonctionnement de cette commission, le législateur décréteur n'a pas réglé une matière relevant du droit judiciaire. D'une manière générale, le chapitre III du décret ne viole donc aucune règle de compétence. Quelques articles demandent toutefois à être examinés séparément.

9. Quant aux articles 13, 1^o et 2^o, 14, 1^o, et 16, § 2

L'article 13, 1^o et 2^o, du décret du 27 juin 1985 ouvre la possibilité d'une intervention de la « commission de médiation » lorsque l'assentiment visé à l'article 9, § 2, 3^o et 4^o, du décret ne peut être obtenu.

L'article 14, 1^o, du décret du 27 juin 1985 dispose que « la « commission de médiation » peut être saisie de demandes de médiation par (...) le mineur ou par toute personne de confiance défendant ses intérêts en fait, ce dernier (lire : cette dernière) agissant en son nom propre ou au nom du mineur ».

L'article 16, § 2, du décret du 27 juin 1985 dispose que le mineur peut se faire assister ou, si la « commission de médiation » l'y autorise, se faire représenter par une personne de confiance de son choix. Si le mineur n'en est pas capable, la « commission de médiation » peut désigner d'office une personne de confiance.

9.A.1. Selon le Conseil des Ministres, les dispositions précitées modifient les règles de droit civil relatives à la capacité des mineurs, à leur représentation légale et à l'autorité parentale.

9.A.2. L'Exécutif flamand considère les dispositions attaquées non pas comme des dispositions de droit civil, mais comme des dispositions concrétisant des droits fondamentaux des mineurs et qui, en tant que telles, sont personnalisables. L'Exécutif observe que la réglementation entreprise ne déroge pas aux règles de droit civil existantes invoquées par le Conseil des Ministres.

9.B. Les dispositions précitées, qui ont pour but d'assurer le bon déroulement de la procédure amiable d'assistance devant la « commission de médiation » et de tenir compte de l'avis du mineur au cours de la médiation, ne touchent pas au statut du mineur et de la famille au regard du droit des personnes. Il ne s'agit ici ni d'intenter une action en justice, ni d'accomplir un acte juridique pour lequel l'intervention d'un représentant légal est requise. Les dispositions examinées ne relèvent pas des matières du droit civil au sens de l'article 5, § 1^{er}, II, 6^o, de la loi spéciale et ne violent donc pas les règles de compétence.

10. Quant aux articles 13, 4^o, 14, 5^o et 16, § 5 du décret

Les articles 13, 4^o, et 14, 5^o, permettent aux magistrats chargés des affaires de la jeunesse de demander la médiation ou l'avis de la « commission de médiation ».

10.A.1. Selon le Conseil des Ministres, le législateur communautaire flamand, en adoptant les dispositions précitées, a réglé une matière relevant du droit judiciaire. Ces articles attribuent au juge de la jeunesse, en ce qu'ils lui offrent la possibilité de renvoyer intégralement une affaire devant la « commission de médiation », une compétence qui dépasse la demande portée devant lui, tout en portant atteinte aux règles relatives à la récusation des juges.

10.A.2. Pour l'Exécutif flamand, les dispositions incriminées ne dérogent pas aux règles de compétence du droit judiciaire; elles donnent seulement une possibilité dont peuvent faire usage, en toute autonomie, les magistrats chargés des affaires de la jeunesse. Les dispositions ne modifient en aucune manière les règles de la récusation. Les magistrats, il est vrai, peuvent être associés à une médiation, mais ils n'en deviennent pas pour autant parties au litige.

10.B.1. Une Communauté ne déroge pas à la compétence de l'Etat en mettant à la disposition des magistrats chargés des affaires de la jeunesse un service dépendant d'elle, à condition que, ce faisant, elle ne modifie pas la procédure devant les juridictions de la jeunesse ou n'y apporte pas des éléments nouveaux.

La possibilité offerte aux magistrats du parquet d'introduire des demandes d'avis ou de médiation auprès de la « commission de médiation » s'inscrit dans la ligne de leurs compétences, et, plus précisément, dans le cadre de leur pouvoir de classement. Elle n'entraîne par conséquent aucune modification de la procédure devant les juridictions de la jeunesse.

La possibilité offerte aux juges de la jeunesse et aux juges d'appel de la jeunesse de demander des avis à la « commission de médiation » s'accorde avec la compétence de l'article 50 de la loi du 8 avril 1985 relative à la protection de la jeunesse selon laquelle ils peuvent effectuer des investigations. Elle ne comporte dès lors aucune modification de la procédure existante devant les juridictions de la jeunesse.

Il en va autrement de la possibilité que les articles 13, 4^o, et 14, 5^o, du décret du 27 juin 1985 offrent aux juges de la jeunesse et aux juges d'appel de la jeunesse d'introduire une demande de médiation. Aucune disposition de la loi relative à la protection de la jeunesse n'autorise ces magistrats à renvoyer à un organe non juridictionnel une affaire sur laquelle ils pourraient être appelés à statuer. En conférant aux juges de la jeunesse et aux juges d'appel de la jeunesse la possibilité d'introduire des demandes de médiation, les articles 13, 4^o, et 14, 5^o, du décret introduisent un nouvel élément dans la procédure devant les juridictions de la jeunesse et violent dans cette mesure les règles de compétences.

10.B.2. L'article 16, § 5, du décret du 27 juin 1985 dispose que le magistrat chargé des affaires de la jeunesse peut se faire représenter devant la « commission de médiation » par un conseiller du service social de la Communauté près le tribunal de la jeunesse. Cette disposition est, de même que les articles 13, 4^o et 14, 5^o dudit décret, entachée d'excès de compétence, dans la mesure où elle concerne les juges de la jeunesse et les juges d'appel de la jeunesse.

11. Quant à l'article 17, § 2

L'article 17, § 2, du décret dispose qu'à défaut d'un règlement à l'amiable, la « commission de médiation » décide soit de se dessaisir de l'affaire soit de la renvoyer, si certaines conditions sont remplies, au tribunal de la jeunesse. Ce renvoi s'opère en vertu du dernier alinéa de l'article en question par la transmission au ministère public d'un avis motivé.

11.A.1. Selon le Conseil des Ministres, le législateur communautaire définit de la sorte un nouveau mode de saisine du tribunal de la jeunesse et empiète sur le domaine du droit judiciaire.

11.A.2. Selon l'Exécutif flamand, l'article incriminé ne porte pas préjudice au monopole de réquisition du ministère public, lequel reste entièrement souverain pour requérir ou non l'intervention du tribunal de la jeunesse.

11.B. Si l'article 17, § 2, du décret devait impliquer la possibilité d'un renvoi direct au tribunal de la jeunesse, il réglerait alors la saisine de ce tribunal et dérogerait aux articles 45 et 47 de la loi du 8 avril 1985 relative à la protection de la jeunesse, en empiétant ainsi sur le domaine du droit judiciaire au sens de l'article 5, § 1^{er}, II, 6^o, de la loi spéciale. Interprété de la sorte, il violerait dès lors les règles de compétence.

Il ressort toutefois du dernier alinéa de l'article en question ainsi que de ses travaux préparatoires que le législateur décentral a visé une information donnée au ministère public et qu'il a voulu laisser intact le pouvoir de réquisition de celui-ci. Interprété de cette manière, l'article 17, § 2, du décret n'empiète pas sur le domaine du droit judiciaire au sens de l'article 5, § 1^{er}, II, 6^o, de la loi spéciale et ne contient dès lors aucune violation des règles de compétence.

12. Quant à l'article 22

L'article 22 du décret dispose que, dans les cas où le tribunal de la jeunesse est saisi, les mesures pédagogiques exécutoires peuvent être exécutées dans le cadre des institutions agréées ou subventionnées par l'Exécutif pour autant que la « commission de médiation » ait communiqué préalablement son avis au tribunal de la jeunesse ou, faute d'avis préalable de la « commission de médiation », pour une durée maximale d'un an.

12.A.1. Selon le Conseil des Ministres, cet article constitue une immixtion directe dans le fonctionnement des tribunaux de la jeunesse; il réduit les compétences de ces tribunaux et la portée de leurs décisions. Sont également mis en péril l'indépendance et le droit de réquisition du ministère public. Le Conseil des Ministres conteste que des mesures de protection de la jeunesse renverraient à l'« aide aux personnes », mais même si cette thèse pouvait être admise, l'assistance visée toucherait à l'organisation des tribunaux de la jeunesse et du ministère public et à la réglementation de leurs compétences.

12.A.2. Selon l'Exécutif flamand, il s'agit ici d'une disposition relative à des mesures pédagogiques exécutoires revêtant un caractère personnalisable et un caractère d'assistance, et non d'une disposition de droit judiciaire. Elle se rapporte uniquement à l'agrément et au subventionnement d'institutions au sein desquelles sont mises en œuvre des mesures pédagogiques exécutoires. L'Exécutif souligne que, d'une part, le juge de la jeunesse n'est aucunement tenu de demander l'avis de la « commission de médiation » et que, d'autre part, ledit avis n'est nullement obligatoire.

12.B. L'article 22 du décret ne se rapporte pas aux conditions d'agrément et de subventionnement des institutions dans lesquelles sont exécutées les mesures de protection de la jeunesse (« mesures pédagogiques exécutives »). En prévoyant que, si la commission n'a pas été consultée, les mesures de protection de la jeunesse ne pourront être exécutées dans les institutions agréées ou subventionnées par l'Exécutif flamand que pour une durée maximale d'un an, le législateur décrétal force le juge de la jeunesse à un choix : ou bien soumettre l'exercice de son pouvoir de décision au respect d'un nouvel élément de procédure, ou restreindre son pouvoir de décision concernant les mesures qu'il lui appartient de prendre. Dans les deux cas, il y a empiètement sur le domaine du droit judiciaire. La constatation que les mesures de protection de la jeunesse revêtent un caractère d'assistance ne change rien à cette réalité. L'article 22 du décret viole dès lors les règles de compétence.

13. Quant à l'article 24, dernier alinéa, du décret

L'article 24, dernier alinéa, du décret dispose que chaque dossier d'agrément d'établissements recueillant ou assistant des mineurs dans le cadre du décret contient un rapport du juge dirigeant de la jeunesse au tribunal de la jeunesse dans le ressort duquel le demandeur est établi.

13.A.1. Selon le Conseil des Ministres, cette disposition est entachée d'excès de compétence en ce que le législateur décrétal attribue une compétence nouvelle au juge de la jeunesse. Le Conseil des Ministres fait également valoir que l'article 10 de la loi spéciale ne saurait trouver à s'appliquer aux matières que la loi spéciale a explicitement exclues des compétences communautaires.

13.A.2. L'Exécutif flamand fait valoir que les Communautés sont compétentes pour agréer et subventionner des personnes physiques ou morales qui recueillent ou assistent des mineurs, et qu'elles peuvent, dans ce cadre, demander un rapport du juge dirigeant du tribunal de la jeunesse. L'Exécutif considère que cette disposition ne constitue pas une règle de droit judiciaire et qu'elle est en tout état de cause indispensable pour permettre à la Communauté flamande d'exercer la compétence qui lui a été attribuée.

13.B. Quoique cette disposition n'impose aux juges dirigeants de la jeunesse qu'une tâche administrative, elle n'en a pas moins une influence sur la mission de ces juges. A ce titre, elle concerne l'organisation des juridictions de la jeunesse, si bien qu'elle touche à l'une des matières relevant du droit judiciaire au sens de l'article 5, § 1^{er}, II, 6^o, de la loi spéciale.

Conformément à l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, les Communautés peuvent toutefois régler une matière qui relève en principe de la compétence de l'Etat, soit en vertu d'une réserve expresse formulée dans la loi, soit sur la base de sa compétence résiduaire. Pour être compatible avec le régime des compétences exclusives institué par la loi spéciale, le recours à l'article 10 de cette loi n'est cependant admissible qu'à la double condition que la matière réservée se prête à un règlement différencié et que l'incidence sur cette matière réservée ne soit que marginale.

La tâche administrative de portée limitée confiée aux juges de la jeunesse par le décret répond aux deux conditions d'application ci-dessus.

Le législateur décrétal estime à bon droit que le rapport imposé par l'article 24, dernier alinéa, du décret aux juges dirigeants de la jeunesse pour toute demande d'agrément d'institutions accueillant ou assistant des mineurs dans le cadre du décret est indispensable à l'exercice de sa compétence en sorte qu'il était fondé à édicter sur la base de l'article 10 de la loi spéciale la disposition décrétal visée.

14. Quant aux articles 29 et 30 du décret

L'article 29 du décret crée deux services sociaux :

a) dans chaque arrondissement administratif, un « service social d'assistance spéciale à la jeunesse », à la disposition des « comités » et des « bureaux d'assistance à la jeunesse »;

b) dans chaque arrondissement judiciaire, un « service social de la Communauté flamande près du tribunal de la jeunesse », à la disposition de ceux à l'égard desquels les autorités judiciaires chargées des affaires de la jeunesse envisageant de prendre ou prennent une mesure pédagogique exécutoire.

Aux termes de l'article 29, § 3, ce dernier service social désigne, à moins que le tribunal de la jeunesse en décide autrement, l'institution à laquelle il sera fait appel pour l'exécution de la mesure pédagogique prononcée.

L'article 30 du décret règle plus précisément la composition, les conditions de recrutement, la réglementation organique, le cadre du personnel et le fonctionnement de ces services sociaux.

14.A.1. Le Conseil des Ministres affirme qu'il ne se justifie pas que le personnel administratif qui est chargé d'appliquer les mesures de protection de la jeunesse ou d'en surveiller l'application appartienne aux services des Communautés. Les membres de ce personnel doivent, selon lui, être considérés comme des collaborateurs de la justice, en sorte qu'il s'agit d'une matière relevant du droit judiciaire. De même, les dispositions qui restreignent la possibilité qu'ont les autorités judiciaires de faire appel au service social et la disposition qui donne compétence de désigner l'institution à laquelle il sera fait appel pour exécuter une mesure de protection de la jeunesse — disposition réglant l'exécution des décisions du juge de la jeunesse — relèvent, selon le Conseil des Ministres, du droit judiciaire et sont dès lors entachées d'excès de compétence.

Les mesures de protection de la jeunesse n'ont pas un caractère personnalisable, et quand bien même elles possèderaient un tel caractère, cela n'impliquerait pas encore que serait transférée la compétence de modifier le droit judiciaire.

14.A.2. L'Exécutif flamand fait valoir que le Conseil des Ministres part d'une prémisse erronée pour contester la compétence des Communautés relativement aux services sociaux près le tribunal de la jeunesse. Puisque le Conseil des Ministres part de l'idée fautive, selon l'Exécutif, que les mesures de protection de la jeunesse ne sauraient être considérées comme une matière personnalisable, la conclusion qu'il en tire est caduque : et, s'il est vrai que les mesures de protection de la jeunesse revêtent effectivement un tel caractère, leur exécution relève elle aussi de la compétence communautaire. Subsidièrement, l'Exécutif observe qu'aucune disposition n'empêche les législateurs communautaires de créer un service social près le tribunal de la jeunesse en relation avec les matières personnalisables, le législateur national pouvant procéder de même en relation avec les matières nationales. Pour ce qui est de la désignation de l'institution au sein de laquelle la mesure de protection de la jeunesse sera mise en œuvre, l'Exécutif fait remarquer qu'en vertu du décret, le tribunal de la jeunesse peut toujours en décider autrement, de sorte que l'indépendance du tribunal n'est pas affectée.

14.B. Conformément à l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, il appartient à la Communauté d'organiser ses propres services.

En matière de la protection de la jeunesse, la Communauté peut dès lors créer deux services sociaux qui prennent la place des deux sections du service social de protection de la jeunesse existant sous le régime de la loi du 8 avril 1985. La Communauté peut également disposer qu'un de ces services sociaux sera mis à la disposition des magistrats de la jeunesse et organiser une relation de collaboration fonctionnelle entre ce service et les autorités judiciaires.

Toutefois, la Communauté ne peut pas, dans le cadre des ses compétences en matière de protection de la jeunesse, régler des matières relevant du droit judiciaire.

Ni les dispositions de l'article 29, § 1^{er} et § 2, ni celles de l'article 30 du décret du 27 juin 1985 ne portent atteinte à l'organisation, à la compétence ou au fonctionnement du tribunal de la jeunesse.

Elles règlent la matière de la protection de la jeunesse, laquelle a été transférée à la Communauté, sans intervention dans les matières relevant du droit judiciaire, réservées au législateur national.

Elles ne violent donc pas les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

Il en va autrement de la disposition de l'article 29, § 3, du décret : il n'appartient pas au législateur décentralisé de déterminer à qui revient le pouvoir de décision concernant l'institution à laquelle il sera fait appel pour l'exécution d'une mesure pédagogique ordonnée par le tribunal de la jeunesse.

L'article 29, § 3, du décret viole donc les règles de compétences.

15. Quant au troisième moyen

15.A.1. Le Conseil des Ministres invoque dans son troisième moyen la violation des articles 8, 25, 29, 30, 92 et 94 de la Constitution en ce que les articles 13, 4^o, 14, 5^o, 15, § 2, 3^o, 16, 22, 29, § 2, 30 et 32, 5^o et 6^o, du décret du 27 juin 1985 affectent l'indépendance du pouvoir judiciaire et le principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs.

Le Conseil des Ministres fait valoir que ces principes sont violés tout d'abord par le fait que les magistrats chargés des affaires de la jeunesse peuvent intervenir au cours de la procédure de médiation et par le fait que le tribunal de la jeunesse peut ainsi trancher une affaire indépendamment de sa saisine par le ministère public.

Le Conseil des Ministres soutient encore que les dispositions relatives aux services sociaux de la Communauté flamande près le tribunal de la jeunesse portent elles aussi atteinte aux principes invoqués au moyen en ce qu'elles privent les autorités judiciaires de tout pouvoir relativement auxdits services par le biais du transfert à ces services sociaux d'attributions appartenant au juge de la jeunesse et en ce qu'elles permettent que des magistrats chargés des affaires de la jeunesse soient représentés près le tribunal de la jeunesse par des conseillers du service social de la Communauté flamande.

Enfin, le Conseil des Ministres affirme qu'en subordonnant l'exécution des mesures de protection de la jeunesse à la consultation de la « commission de médiation », le législateur décentralisé a défini le fonctionnement et la compétence du tribunal de la jeunesse et a violé ainsi les principes évoqués ci-dessus.

15.A.2. Selon l'Exécutif flamand, une demande de médiation ou d'avis adressé à la « commission de médiation » par un magistrat chargé des affaires de la jeunesse n'affecte nullement l'indépendance ou l'impartialité de celui-ci. En formulant une telle demande, il ne devient en aucune manière partie à la procédure de médiation. L'intervention des magistrats chargés des affaires de la jeunesse s'inscrit intégralement dans la ligne de leurs attributions actuelles. Ni la compétence des tribunaux de la jeunesse ni la procédure existante ne s'en trouvent modifiées.

La représentation devant la « commission de médiation » de magistrats chargés des affaires de la jeunesse par des conseillers du service social n'implique, selon l'Exécutif, aucune délégation de pouvoirs. L'Exécutif observe que lesdits conseillers sont placés sous l'autorité des instances judiciaires.

L'Exécutif fait valoir ensuite que la désignation éventuelle, par le service social, de l'institution au sein de laquelle la mesure de protection de la jeunesse prévue sera exécutée n'affecte nullement le pouvoir de décision du juge de la jeunesse et ne concerne que la concrétisation et l'exécution de la mesure prise par le juge de la jeunesse.

L'Exécutif soutient enfin que l'avis obligatoire donné par la « commission de médiation » au tribunal de la jeunesse lorsque celui-ci entend recourir, pour l'exécution de certaines mesures, à une institution agréée ou subventionnée par l'Exécutif flamand n'affecte en aucune façon le fonctionnement ou la compétence du tribunal de la jeunesse et n'est nullement contraignant pour ce dernier. La seule conséquence de la non-consultation de la commission est que l'Exécutif ne peut plus se porter garant, pendant plus d'un an, de l'exécution de la mesure dans le cadre des institutions agréées et subventionnées par lui. Cette disposition, en tout état de cause, pouvait être prise sur base de l'article 10 de la loi spéciale.

15.B.1. Le moyen qui dénonce la violation de dispositions constitutionnelles en tant que celles-ci garantissent la séparation des pouvoirs et l'indépendance du pouvoir judiciaire ne concerne pas, en apparence, la violation des règles déterminant les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions. Toutefois, telle est bien sa portée. En effet, il doit se lire comme reprochant en l'espèce à la Communauté d'avoir légiféré dans des matières pour lesquelles elle n'est pas compétente, soit parce que ces matières ont été réglées dans leur principe par la Constitution elle-même et mises en œuvre par des lois nationales, soit parce que, en vertu de la Constitution ou de la loi spéciale, ces matières relèvent de la compétence du législateur national. Le moyen doit se comprendre en ce sens qu'il met en cause la validité des dispositions du décret qui sont visées, en ce qu'elles régleraient des matières judiciaires.

15.B.2. Le troisième moyen mettant en cause certaines dispositions du décret en ce qu'elles régleraient des matières judiciaires, il y a lieu d'observer que la validité de certaines de ces dispositions a déjà été examinée au regard de ce critère.

Il n'est donc pas indiqué d'apprécier à nouveau la validité des articles 13, 4^o, 14, 5^o, 22, 29, § 2 et 30 du décret.

La validité de la disposition de l'article 15, § 2, 3^o, dépend de celle de l'article 14, 4^o et 5^o, auquel se réfère cette disposition. Il résulte de ce qui précède que l'article 14, 4^o, n'est pas entaché d'un excès de compétence, tandis que l'article 15 ne l'est que dans la mesure où il concerne les juges de la jeunesse et les juges d'appel de la jeunesse. Dans la même mesure, l'article 15, § 2, 3^o ne viole pas les règles constitutionnelles de compétence.

L'article 16 du décret, considéré en son ensemble, relève de la compétence du législateur décentralisé. En effet, cet article règle un aspect de la procédure applicable à un organe non-judiciable.

Quant au paragraphe 5 de cet article, il convient cependant d'observer, conformément à ce qui a été dit sub. 10.B.2., que cette disposition est entachée d'excès de compétence dans la mesure où elle concerne les juges de la jeunesse et les juges d'appel de la jeunesse.

Enfin, en ce qui concerne la mise en cause des dispositions abrogatoires de l'article 32, 5^o et 6^o, ces dispositions sont examinées en même temps que le quatrième moyen.

16. Quant au quatrième moyen

16.A.1. Le Conseil des Ministres invoque dans son quatrième moyen la violation des articles 59 bis, § 2 bis, et 67 de la Constitution et de l'article 5, § 1^{er}, II, 6^o, de la loi spéciale en ce que les articles 32, 4^o, 32, 5^o, 32, 6^o, 32, 7^o, 32, 8^o, 33, 1^o, 33, 2^o, 33, 3^o, 33, 4^o, 33, 5^o, 33, 6^o, 33, 7^o, 33, 10^o, 33, 12^o, et 34 du décret du 27 juin 1985 édictent, par le biais des dispositions abrogatoires et modificatives qu'ils contiennent, des réglementations dans des matières qui ne relèvent pas de la compétence des Communautés.

16.A.2. Selon l'Exécutif flamand, la compétence permettant d'abroger ou de modifier les dispositions de la loi de protection de la jeunesse mentionnées aux articles 32, 33 et 34 du décret résulte de la compétence des Communautés de régler les matières auxquelles se rapportent lesdites dispositions.

Quant à l'article 32, 4^o, du décret

L'article 32, 4^o, du décret abroge l'article 64 de la loi du 8 avril 1965 tel qu'il a été modifié par la loi du 25 juin 1969.

16.B.1. Dans le considérant 14.B. il a déjà été constaté que la Communauté flamande est compétente pour créer tant un « service social d'assistance spéciale à la jeunesse » qu'un « service social de la Communauté flamande ».

Cette compétence inclut la compétence d'abroger l'article 64 de la loi du 8 avril 1965.

Quant à l'article 32, 5^o.

L'article 32, 5^o, du décret abroge les articles 66, 67 et 68 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. Ces articles traitent de l'agrément des personnes physiques et morales ou des œuvres et établissements s'offrant à recueillir collectivement et de façon habituelle des mineurs en vertu de la loi relative à la protection de la jeunesse.

16.B.2. Les Communautés sont compétentes pour édicter des règles relatives aux établissements et institutions dans lesquels des mineurs sont placés dans le cadre de la protection sociale de la jeunesse ou au sein desquels des mesures de protection de la jeunesse sont exécutées. Le législateur communautaire flamand était dès lors compétent pour abroger les articles 66, 67 et 68 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, de sorte que l'article 32, 5^o, du décret ne viole pas les règles de compétence.

Quant à l'article 32, 6^o.

L'article 32, 6^o, du décret abroge l'article 70 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. L'article 70, alinéa 1^{er}, de cette loi traite du prix de la journée d'entretien dans les établissements d'observation et d'éducation surveillée de l'Etat, tandis que les alinéas 2 et 5 du même article se rapportent aux subsides journaliers d'entretien et d'éducation auxquels ont droit les particuliers et les institutions qui recueillent des mineurs placés en vertu de la loi relative à la protection de la jeunesse.

16.A.3. Selon le Conseil des Ministres, les Communautés n'ont aucune compétence relativement aux institutions au sein desquelles des mineurs sont placés en exécution de mesures de protection de la jeunesse ni, par conséquent, en ce qui concerne les établissements d'observation et d'éducation surveillée de l'Etat, étant donné que les placements visés doivent être considérés comme des mesures coercitives que le mineur ressent comme des sanctions.

16.A.4. L'Exécutif flamand, se référant aux travaux préparatoires la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, souligne que le placement dans un établissement d'observation et d'éducation surveillée de l'Etat revêt lui aussi un caractère éducatif, en sorte que les Communautés sont compétentes vis-à-vis desdites institutions.

16.B.3. Le législateur communautaire était compétent, pour les mêmes motifs que ceux évoqués au considérant 14.B., pour abroger les alinéas 2 et 5 de l'article 70 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

L'abrogation du premier alinéa de l'article 70 de la loi du 8 avril 1965 demande un examen séparé. Cette disposition soulève la question de savoir si les Communautés sont compétentes pour les établissements dans lesquels est exécutée la mesure visée à l'article 37, 4^o, de la loi relative à la protection de la jeunesse.

Le placement dans un tel établissement est une mesure qui peut être appliquée à l'égard de toutes les catégories de mineurs énumérées à l'article 36 de la loi relative à la protection de la jeunesse et qui, compte tenu à la fois de la place qu'elle occupe dans la loi du 8 avril 1965 et des travaux préparatoires de celle-ci, doit être considérée comme une mesure à caractère éducatif.

Il s'ensuit que, sans préjudice des articles 12 et 88 de la loi spéciale, les établissements visés par l'article 37, 4^o, de la loi du 8 avril 1965 sont de la compétence des Communautés, laquelle comporte le pouvoir de régler le prix de la journée d'entretien dans ces établissements.

Le législateur décentralisé était dès lors également compétent pour abroger l'alinéa 1^{er} de l'article 70 de la loi du 8 avril 1965, relative à la protection de la jeunesse. L'article 32, 6^o, du décret ne viole pas les règles déterminatives de compétence.

Quant à l'article 32, 7^o, du décret

L'article 32, 7^o, du décret abroge l'article 71, alinéa 2, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. Ce dernier article dispose que le tribunal de la jeunesse statue « de même » sur les recours introduits en vertu de l'article 6, dernier alinéa, de la loi du 8 avril 1965, le terme « de même » renvoyant au premier alinéa de l'article 71 qui traite de la fixation par le tribunal de la jeunesse de la part contributive des mineurs et des personnes qui leur doivent des aliments dans les frais d'entretien, d'éducation et de traitement résultant des mesures prises par le tribunal de la jeunesse.

16.B.4. Ci-dessus, sous le n^o 7.B., il a déjà été établi que l'article 32, 7^o, du décret viole les règles constitutionnelles de compétence.

Quant aux articles 32, 8^o, 33, 1^o, 33, 2^o, 33, 3^o, 33, 4^o, 33, 5^o, 33, 6^o, 33, 7^o, 33, 10^o, et 33, 12^o, du décret

L'article 32, 8^o, du décret du 27 juin 1985 abroge la disposition transitoire de l'article 98 de la loi du 8 avril 1965 relatif aux délégués permanents à la protection de l'enfance.

L'article 33, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o, 7^o, 10^o et 12^o du décret du 27 juin 1985 remplace dans plusieurs dispositions de la loi du 8 avril 1965 les termes « le comité de protection de la jeunesse » et « le délégué à la protection de la jeunesse » par, selon les cas, les termes « le service social de la Communauté flamande près du tribunal de la jeunesse » ou « le bureau d'assistance spéciale à la jeunesse ».

16.B.5. Il résulte de l'examen du deuxième moyen que la Communauté flamande est compétente pour créer lesdits « service social » et « bureau ». Il s'ensuit que les dispositions des articles 32, 8^o et 33, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o, 7^o, 10^o et 12^o du décret du 27 juin 1985 ne violent pas non plus les règles constitutionnelles de compétence.

Quant à l'article 34 du décret

L'article 34 du décret remplace l'article 69, dernier alinéa, de la loi du 8 avril 1965 par la disposition suivante : « Le Ministre de la Justice fait inspecter les établissements et les placements dans les établissements agréés par lui, par les fonctionnaires qu'il délègue à cet effet ».

16.A.5. Le Conseil des Ministres fait valoir qu'aucune disposition constitutionnelle ou légale n'autorise les Communautés à accorder des pouvoirs à un ministre national.

16.A.6. L'Exécutif flamand considère que l'article incriminé adapte une disposition existante à la nouvelle réalité institutionnelle.

16.B6. Aucune disposition constitutionnelle ou légale n'attribue aux législateurs communautaires le pouvoir de confier des missions à un ministre national. L'article 34 du décret viole dès lors les règles de compétence.

17. Quant au cinquième moyen

17.A1. Dans ses conclusions du 9 décembre 1987, le Conseil des Ministres invoque pour la première fois un cinquième moyen, tiré de la violation, par l'article 23 du décret, du principe général selon lequel l'Etat est seul compétent pour édicter les règles de base en matière de sécurité des bâtiments et, spécialement en ce qui concerne la protection contre les incendies et les explosions.

Le Conseil des Ministres fait valoir que le législateur décretaal a excédé ses compétences en habilitant l'Exécutif, en des termes généraux, à définir les conditions d'agrément relatives à l'infrastructure matérielle destinée à la mise en œuvre de mesures de protection de la jeunesse. L'Exécutif serait ainsi habilité à édicter des normes de base en matière de sécurité, lesquelles relèvent de la compétence nationale.

17.A2. L'Exécutif flamand fait tout d'abord valoir qu'un moyen qui n'a pas été invoqué dans la requête introductive d'instance est irrecevable.

A titre subsidiaire, l'Exécutif observe que la disposition incriminée n'a pas la portée que lui attribue le Conseil des Ministres. La disposition n'a nullement entendu habiliter l'Exécutif à édicter des normes générales de sécurité.

Quant à la recevabilité du moyen

17.B1. La Cour constate que le moyen est invoqué à l'encontre d'une disposition entreprise du décret, laquelle a fait l'objet d'un débat contradictoire.

Le moyen est donc recevable.

Quant au bien fondé du moyen.

17.B2. L'article 23, § 2, a, du décret dispose que l'Exécutif arrête, par catégorie d'institutions qui recueillent ou assistent des mineurs dans le cadre du décret, les conditions générales d'agrément concernant notamment l'infrastructure matérielle.

Par cette délégation de pouvoirs, l'Exécutif est habilité à fixer des conditions se rapportant exclusivement au caractère spécifique des institutions qui y sont visées, ce qui exclut la fixation de normes générales de base en matière de sécurité. L'article 23, § 2, a, du décret ne viole donc pas les règles de compétence.

18. Quant au décret du 4 juin 1986

Le décret du 4 juin 1986 dispose que l'Exécutif fixe les dates auxquelles les différentes dispositions du décret du 27 juin 1985 entrent en vigueur.

18.B. Le décret du 4 juin 1986 viole les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions, dans la mesure où il concerne l'entrée en vigueur des articles du décret du 27 juin 1985 dont il est apparu qu'ils sont entachés d'excès de compétence.

Par ces motifs,

La Cour,

annule, dans le décret de la Communauté flamande du 27 juin 1985, « inzake bijzondere jeugdbijstand » (« relatif à l'assistance-spéciale à la jeunesse ») :

1. les articles 22, 29, § 3, 32, 7^o, et 34;

2. à l'article 11, § 3, deuxième alinéa, les mots : « onverminderd het recht van deze zich bij verzoekschrift tot de jeugdrechtbank te wenden » (« sous réserve du droit pour ceux-ci d'introduire un recours par voie de requête adressée au tribunal de la jeunesse »);

3. les articles 13, 4^o, 14, 5^o, 15, § 2, 3^o et 16, § 5, dans la mesure où ils concernent les juges de la jeunesse et les juges d'appel de la jeunesse;

4. l'article 32, 3^o, dans la mesure où il abroge l'article 6, 4^o alinéa, de la loi du 8 avril 1965;

annule le décret de la Communauté flamande du 4 juin 1986 « houdende aanvulling van het decreet van 27 juni 1985 inzake bijzondere jeugdbijstand » (« complémentaire au décret du 27 juin 1985 relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse ») dans la mesure où il règle l'entrée en vigueur des articles annulés;

rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise, en langue française et en langue allemande, conformément à l'article 55 de la loi organique du 28 juin 1983, à l'audience publique du 30 juin 1988.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

J. Delva.

SCHIEDSGERICHTSHOF

D. 88 — 1348

URTEIL

Geschäftsverzeichnissnummer : 51

Urteil Nr. 66 vom 30. Juni 1988

In Sachen : Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. Juni 1985 « inzake bijzondere jeugdbijstand » (über die besondere Jugendunterstützung) und des Dekrets vom 4. Juni 1986 « houdende aanvulling van het decreet van 27. Juni 1985 inzake bijzondere jeugdbijstand » (zur Ergänzung des Dekrets vom 27. Juni 1985 über die besondere Jugendunterstützung), erhoben vom Ministerrat am 23. Februar 1987.

Der Schiedsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden J. Delva und E. Gutt, den Richtern I. Petry, J. Sarot, J. Wathelet, D. André, F. Debaedts, L. De Grève, K. Blanckaert, L.P. Suetens, M. Melchior und H. Boel,

unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms,

unter dem Vorsitz des Vorsitzenden J. Delva,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. Klagegegenstand

Mit seiner Klageschrift vom 18. Februar 1987, die am 23. Februar 1987 mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief dem Hof zugesandt wurde, erhob der Ministerrat Klage auf

— (Hauptantrag) gänzliche Nichtigkeitsklärung des Dekrets vom 27. Juni 1985 über die besondere Jugendunterstützung sowie des Dekrets vom 4. Juni 1986 zur Ergänzung des vorgenannten Dekrets;

— (Hilfsantrag) Nichtigkeitsklärung von mindestens nachstehenden Artikeln des Dekrets vom 27. Juni 1985 : Artikel 4 1^o, 2^o und 3^o; 5 §§ 1 und 2 4^o; 11 § 3 Abs. 2; 13 1^o, 2^o und 4^o; 14 1^o und 5^o; 15 § 2 3^o; 16 §§ 1, 2 und 5; 17 §§ 1 und 2, 22, 23 bis 28; 29; 30; 32 4^o, 5^o, 6^o, 7^o und 8^o; 33 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o, 7^o, 10^o und 12^o; 34 und 35, sowie Nichtigkeitsklärung des Dekrets vom 4. Juni 1986 zur Ergänzung des vorgenannten Dekrets vom 27. Juni 1985.

II. Verfahren vor dem Hof

Durch Anordnung vom 24. Februar 1987 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 46 § 1, 48 und 49 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes die Mitglieder der Besetzung des Hofes bezeichnet.

Die durch Artikel 58 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im Belgischen Staatsblatt vom 10. März 1987.

Die durch die Artikel 59 § 1 und 113 desselben organisierenden Gesetzes vorgeschriebenen Benachrichtigungen erfolgten mit Einschreibebriefen, die am 10. März 1987 bei der Post aufgegeben und am 11. bzw. 12. März 1987 den Adressaten zugestellt wurden.

Die Flämische Exekutive hat am 8. April 1987 einen Schriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 25. Juni 1987 und 9. Februar 1988 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 23. Februar 1988 bzw. 23. August 1988 verlängert.

Durch Anordnung vom 25. November 1987 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 16. Dezember 1987 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte mit am 26. November 1987 bei der Post aufgegebenen und am 27. November 1987 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen über die Terminfestsetzung informiert wurden.

Am 3. Dezember 1987 hat der Hof die Sitzung vom 16. Dezember 1987 bis zum 23. Dezember 1987 verlagert.

Der Ministerrat hat am 9. Dezember 1987 und die Flämische Exekutive am 23. Dezember 1987 Anträge hinterlegt.

In der Sitzung vom 23. Dezember 1987 :

— sind erschienen :

RA M. Franchimont, in Lüttich zugelassener Anwalt, und RA J. Putzeys, in Brüssel zugelassener Anwalt, für den Ministerrat, Rue de la Loi 16, 1000 Brüssel;

RA H. Vandenberghe, in Brüssel zugelassener Anwalt, RA L. Dupont, in Löwen zugelassener Anwalt, für die Flämische Exekutive, Jozef-II-straat 30, 1040 Brüssel;

— haben die Richter F. Debaedts und D. André Bericht erstattet;

— wurden die Rechtsanwälte Putzeys, Franchimont, Dupont und Vandenberghe gehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung bestimmt.

Durch Anordnung vom 19. April 1988 hat der Vorsitzende Delva die Rechtssache dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Durch Anordnung vom 19. April 1988 hat der Hof die Wiedereröffnung der Verhandlung angeordnet und die Sitzung auf den 10. Mai 1988 anberaumt.

Die Parteien ebenso wie ihre Rechtsanwälte wurden mit am 20. April 1988 bei der Post aufgegebenen und am 21., 22. und 25. April 1987 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen über die Terminfestsetzung informiert.

In der Sitzung vom 10. Mai 1988 :

— sind erschienen :

RA M. Franchimont und RA J. Putzeys für den Ministerrat;

RA H. Vandenberghe und RA L. Dupont für die Flämische Exekutive;

— haben die Richter F. Debaedts und D. André Bericht erstattet;

— wurden die Rechtsanwälte Putzeys, Dupont, Vandenberghe und Franchimont gehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung bestimmt.

Das Verfahren wurde gemäss den sich auf den Sprachengebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden Artikel 52 und folgenden des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

Gegenstand der Dekrete

A. Das Dekret vom 27. Juni 1985

In einem ersten Teil des Dekrets vom 27. Juni 1985 wird dem sozialen Jugendschutz in der Flämischen Gemeinschaft eine neue Struktur verliehen.

Laut dem Dekret wird grundsätzlich pro Verwaltungsbezirk ein « Comité voor bijzondere jeugdzorg » (« Komitee für besondere Jugendhilfe ») gegründet. Diesem Komitee werden Aufgaben hinsichtlich der Hilfeleistung an Minderjährige und an deren Eltern sowie der allgemeinen Vorbeugung zugeteilt. Es kann ebenfalls den mit den Jugendsachen beauftragten Gerichtspersonen, die Minderjährige oder deren Eltern an das Komitee verwiesen haben, die Gewähr geben, dass ihnen wirklich Hilfe geleistet wird.

Im Komitee gibt es eine funktionelle Aufgabenteilung. Einige Mitglieder sind mit individueller Hilfeleistung an Minderjährige und Familien betraut und bilden das « Bureau voor bijzondere jeugdbijstand » (« Büro für besondere Jugendunterstützung »). Den übrigen Mitgliedern des Ausschusses werden Aufgaben der allgemeinen Vorbeugung zugewiesen.

Die individuelle Hilfeleistung wird von einem Sozialdienst erteilt, der einer gewissen Aufsicht des « Büros für besondere Jugendunterstützung » unterliegt. Das Dekret bestimmt eine Anzahl von Funktionsprinzipien, die bei der Hilfeleistung zu berücksichtigen sind.

Grundsätzlich wird pro Gerichtsbezirk eine « Bemiddelingscommissie inzake bijzondere jeugdbijstand » (« Vermittlungsausschuss für besondere Jugendunterstützung ») gegründet. Dieser Ausschuss nimmt Streitigkeiten, die sich bei der Hilfeleistung durch die Organe des sozialen Jugendschutzes ergeben, Vermittlungsgesuche infolge elterlicher Beschwerden über « schlechtes Benehmen » oder « Undiszipliniertheit », oder Gesuche um Stellungnahmen der mit den Jugendsachen beauftragten Gerichtspersonen und schliesslich sonstige Vermittlungsgesuche bezüglich problematischer Erziehungssituationen zur Kenntnis.

Die Aufgabe des « Vermittlungsausschusses » besteht darin, zwischen den einberufenen Parteien eine gütliche Regelung zu vermitteln. Wenn keine gütliche Regelung zustande kommt, entscheidet der Ausschuss entweder, die Sache aus der Hand zu geben, oder, die Sache an das Jugendgericht zu verweisen, wenn es seiner Ansicht nach angebracht ist, eine Jugendschutzmassnahme aufzuerlegen. Laut Artikel 17 § 2 letztem Absatz erfolgt die Verweisung durch Übermittlung einer motivierten Stellungnahme an die Staatsanwaltschaft.

Das Dekret vom 27. Juni 1985 regelt ausserdem die Arbeitsweise und Zusammensetzung des « Vermittlungsausschusses ».

Ein zweiter Teil des Dekrets vom 27. Juni 1985 handelt von der Durchführung der vom Jugendgericht getroffenen Jugendschutzmassnahmen — vollstreckbare pädagogische Massnahmen genannt — in von der Exekutive anerkannten oder subventionierten Einrichtungen. Artikel 22 des Dekrets bestimmt, dass Jugendschutzmassnahmen in den vorgenannten Einrichtungen nur insofern durchgeführt werden können, als der « Vermittlungsausschuss » eine vorherige Stellungnahme über die Möglichkeiten der freiwilligen Hilfeleistung sowie über eine eventuell wünschenswerte Jugendschutzmassnahme abgegeben hat. In Ermangelung einer solchen Stellungnahme können die Jugendschutzmassnahmen in den vorgenannten Einrichtungen nur für höchstens ein Jahr durchgeführt werden.

Das Dekret vom 27. Juni 1985 handelt ferner von der Anerkennung und Subventionierung natürlicher bzw. juristischer Personen, die sich vornehmen, Minderjährige aufzunehmen oder zu betreuen. Das Dekret enthält unter anderem Bestimmungen über die Anerkennungsbedingungen, über einen beratenden Anerkennungsausschuss sowie über die zu befolgenden Anerkennungs- und Bezuschussungsverfahren.

Anschliessend werden ein Sozialdienst für besondere Jugendunterstützung zum Behufe der Komitees und Büros für besondere Jugendunterstützung und ein Sozialdienst der Flämischen Gemeinschaft beim Jugendgericht als Ersatz für den bisherigen Sozialdienst errichtet.

Ausserdem wird bestimmt, dass vorbehaltlich abweichender Entscheidung des Jugendgerichts der Sozialdienst der Flämischen Gemeinschaft die Einrichtung, die für die Durchführung der vom Jugendgericht ausgesprochenen Jugendschutzmassnahme herangezogen wird, bezeichnet.

Des weiteren sind ins Dekret auch Bestimmungen über die Einstellung des Personals der vorgenannten Sozialdienste, den Personalkader und das Personalstatut aufgenommen.

Schliesslich enthält das Dekret eine Bestimmung über das Berufsgeheimnis sowie Reihe von Aufhebungs-, Abänderungs- und Übergangsbestimmungen.

B. Das Dekret vom 4. Juni 1986

Dieses Dekret bestimmt lediglich, dass die Exekutive die Tage des Inkrafttretens der einzelnen Bestimmungen des Dekrets vom 27. Juni 1985 festlegt.

Bezüglich der Sache selbst

1. Hinsichtlich des ersten Klagegrunds

1.A. Als ersten Klagegrund führt der Ministerrat die Verletzung von Artikel 107ter der Verfassung sowie von Artikel 3 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat an, indem das Dekret vom 27. Juni 1985 nicht der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats zur Stellungnahme vorgelegt worden sei.

1.A.1. Nach Ansicht des Ministerrats stellten diese Artikel Zuständigkeitsvorschriften dar, weil die Zuständigkeitsverteilung auch durch die Verfahren zur Vorbeugung der Kompetenzkonflikte gestaltet werde.

1.A.2. Der Flämischen Exekutive zufolge seien die angeführten Artikel aber lediglich Verfahrensvorschriften, deren Verletzung der Hof nicht sanktionieren könne.

2.B. Die Verpflichtung, über jeden Dekret-Vorentwurf eine motivierte Stellungnahme der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats einzuholen, ist keine durch oder kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegte Vorschrift.

Der erste Klagegrund ist daher unzulässig.

2. Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds

2.A. Als zweiten Klagegrund führt der Ministerrat die Verletzung der Artikel 59 bis, § 2 bis und 67 der Verfassung sowie des Artikels 5 § 1 II 6° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen an.

2.A.1. Im ersten Teil des zweiten Klagegrunds macht der Ministerrat geltend, dass die im Klagegrund angeführten Bestimmungen verletzt seien, weil das Dekret vom 27. Juni 1985 Zwangsmassnahmen enthalte, während solche Massnahmen durch die Begriffe der « personengebundenen Angelegenheiten » und « der Hilfe- und Beistandsleistung an Personen » ausgeschlossen seien.

Der Ministerrat ist der Auffassung, das Kommunikationselement sei ein wesentliches Merkmal dieser Begriffe. Es handle sich stets um Personen, die sich mit der Bitte um Hilfe an einen bestimmten Dienst wendeten. Die Begriffe schlossen jede Form des Zwanges gegenüber Personen aus : Hilfeleistung und Zwang seien per definitionem gegensätzlich. Personengebundene Angelegenheiten seien soziale, keine gerichtlichen Angelegenheiten.

Daraus zieht der Ministerrat zwei Schlussfolgerungen. Erstens dürften die Gemeinschaften im Rahmen des besonderen Jugendschutzes keine Bestimmungen verabschieden, die — wenn auch indirekt — Zwangsausübung erlaubten.

Zweitens gehöre der gesamte gerichtliche Jugendschutz — sowohl die Verkündung von Rechtsnormen bezüglich der Jugendschutzmassnahmen als auch von Rechtsnormen bezüglich der für die Durchführung dieser Massnahmen erforderlichen Infrastruktur — weiterhin zur nationalen Zuständigkeit.

2.A.2. Die Flämische Exekutive vertritt die Auffassung, die personengebundenen Angelegenheiten bezögen sich auf jede Form der Interaktion, die das Wohlergehen der menschlichen Person unmittelbar bezwecke, insofern sie mit ihrer persönlichen Umwelt zusammenhänge. Aus der Ermessensfreiheit der Dekretgeber gehe hervor, dass die Zwangsausübung nicht notwendigerweise ausgeschlossen werden müsse. Es könnten zwingende Verpflichtungen auferlegt werden, wenn sie für die zu leistende Hilfe oder Unterstützung zweckdienlich seien.

Das Jugendschutzrecht habe — der Exekutive zufolge — eine unterstützende und pädagogische Zweckbestimmung. Der Umstand, dass dabei gewissermassen Zwang ausgeübt werde, ändere nichts am personengebundenen Charakter des Jugendschutzrechtes. Der Zwang sei ein Instrument bzw. eine Modalität der Hilfe- oder Beistandsleistung an Personen.

Aus dem Vorstehenden gehe — nach Ansicht der Exekutive — hervor, dass die Gemeinschaften zuständig seien, Vorschriften bezüglich der Infrastruktur, in der die Jugendschutzmassnahmen durchgeführt würden, zu erlassen.

2. B. Kraft Artikel 59 bis der Verfassung regeln die Gemeinschaftsräte — jeder für seinen Bereich — die personengebundenen Angelegenheiten, die durch ein sondermehrerlich verabschiedetes Gesetz festgelegt werden.

Artikel 5 § 1 II des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen zählt zu den personengebundenen Angelegenheiten: « 6° der Jugendschutz mit Ausnahme der dem Zivil-, Straf- und Prozessrecht unterliegenden Angelegenheiten ».

Insofern sie nicht anders darüber verfügt haben, muss davon ausgegangen werden, dass der Verfassungsgeber und der Sondergesetzgeber den Gemeinschaften und Regionen die völlige Zuständigkeit zuerkannt haben, Vorschriften zu erlassen, die den ihnen zugewiesenen Angelegenheiten zu eigen sind, und zwar unbeschadet der etwaigen Berufung auf Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

Die Zuständigkeit der Gemeinschaften in bezug auf den Jugendschutz beschränkt sich demzufolge nicht auf Angelegenheiten bzw. Teile von Angelegenheiten mit kommunikativem Charakter; genauso wenig wird sie durch das Kriterium der Freiwilligkeit beschränkt. Der Jugendschutz bezweckt übrigens stets — auch dann, wenn sie zwingender Art ist — im wesentlichen Hilfeleistung und Unterstützung. Die Zuständigkeit in bezug auf den Jugendschutz umfasst demzufolge unter anderem auch die Normsetzung im Bereich der Anstalten und Einrichtungen, in denen Jugendschutzmassnahmen durchgeführt werden.

Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass der erste Teil des zweiten Klagegrunds unbegründet ist.

3.A.1. Im zweiten Teil des zweiten Klagegrunds führt der Ministerrat an, dass Artikel 9 § 2 4°, Artikel 13 1° und 2°, Artikel 14 1° und Artikel 16 § 2 des Dekrets vom 27. Juni 1985 mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet seien, indem sie dem Zivilrecht unterstehende Angelegenheiten regeln würden.

Im dritten Teil des zweiten Klagegrunds führt der Ministerrat an, dass die Artikel 4 2°, 11 § 3 Absatz 2, 12, 7°, 13 4°, 14 5°, 16 §§ 1, 2 und 5, 17 §§ 1 und 2, 22, 24 Absatz 3, 29 §§ 2 und 3, 32 4° und 8°, 33 1° bis 8°, 10° und 12° des Dekrets vom 27. Juni 1985 mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet seien, indem sie prozessrechtliche Angelegenheiten regeln würden.

4. Hinsichtlich der Auslegung der Ausnahmen « dem Zivilrecht unterstehende Angelegenheiten » und « dem Prozessrecht unterstehende Angelegenheiten »

4.A.1. Dem Ministerrat zufolge verweise die Ausnahmebestimmung auf dem Zivilrecht, dem Strafrecht oder dem Prozessrecht im allgemeinen unterstehende Angelegenheiten und nicht nur auf die bestehenden Bestimmungen dieser Rechtsbereiche, namentlich die in den Gesetzbüchern festgelegten Vorschriften.

4.A.2. Die Flämische Exekutive ist dagegen der Meinung, dass aus der parlamentarischen Vorbereitung hervorgehe, dass die Ausnahmebestimmung eine einschränkende Tragweite habe.

4. B. Sowohl aus der Verwendung des Ausdrucks « Angelegenheiten » als auch aus der parlamentarischen Vorbereitung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 geht hervor, dass der Sondergesetzgeber durch die Hinzufügung der Ausnahme « dem Zivilrecht, dem Strafrecht oder dem Prozessrecht unterstehende Angelegenheiten » bestimmte Bereiche des Jugendschutzes innerhalb der Zuständigkeit des nationalen Gesetzgebers hat belassen wollen.

Der Begriff « dem Zivilrecht unterstehende Angelegenheiten » deckt Angelegenheiten, die die personenrechtliche Stellung der Minderjährigen und der Familie berühren, so wie diese durch das Bürgerliche Gesetzbuch und die es ergänzenden Angelegenheiten geregelt ist.

Der Begriff « dem Prozessrecht unterstehende Angelegenheiten » bezieht sich auf die Bestimmungen über die Organisation der Jugendgerichte, deren Zuständigkeit und das Verfahren vor diesen Gerichten.

5. Hinsichtlich des Artikels 4 2°

Artikel 4 2° des Dekrets vom 27. Juni 1985 bestimmt, dass das « Komitee für besondere Jugendhilfe » zur Aufgabe hat, den mit den Jugendsachen beauftragten Gerichtspersonen, die Minderjährige an das Komitee verwiesen haben, oder denjenigen, die diesen gegenüber die elterliche Gewalt ausüben oder diese rechtlich oder faktisch in ihrer Obhut haben, die Gewährleistung zu geben, dass die durch das Dekret umschriebene Unterstützung und Hilfe wirklich geleistet wird, und ihnen auf Verlangen mitzuteilen, ob diese Unterstützung und Hilfe in Angriff genommen, fortgeführt oder beendet wurde.

5.A.1. Dem Ministerrat zufolge tue dieser Artikel dem Ermessensrecht der Staatsanwaltschaft Abbruch, das Auferlegen einer Jugendschutzmassnahme zu verlangen; er beeinträchtige das Geheimnis der gerichtlichen Untersuchung und verletze Artikel 29 der Strafprozessordnung.

5.A.2. Die Flämische Exekutive vertritt die Auffassung, dass die Argumente des Ministerrats auf einer falschen Lesung der Bestimmung beruhen. Der Artikel tue den Zuständigkeiten der Staatsanwaltschaft keinen Abbruch und weder Artikel 29 der Strafprozessordnung noch der Grundsatz des Geheimnisses der gerichtlichen Untersuchung würden dadurch verletzt.

5. B. Artikel 4 2° des Dekrets ist nur darauf gerichtet, die Erteilung von Auskünften durch das « Komitee für besondere Jugendhilfe » an die mit den Jugendsachen beauftragten Gerichtspersonen, die Minderjährige an dieses Komitee verwiesen haben, zu ermöglichen. Der Artikel beschränkt in keinerlei Weise das Antragsrecht der Staatsanwaltschaft und verletzt weder den Grundsatz des Geheimnisses der gerichtlichen Untersuchung noch Artikel 29 der Strafprozessordnung. Er greift auf keinerlei Weise in die kraft Artikel 5 § 1 II 6° des Sondergesetzes dem Staat vorbehaltenen prozessrechtlichen Angelegenheiten ein.

Der Artikel verletzt also nicht die durch oder kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Regeln.

6. Hinsichtlich des Artikels 9 § 2 4°

Artikel 9 § 2 4° des Dekrets vom 27. Juni 1985 bestimmt folgendes: « In den Fällen, in denen die Hilfeleistung die persönliche Freiheit des Minderjährigen berührt, kann einem Hilfeleistungsantrag nur dann stattgegeben und das Hilfeleistungsangebot nur dann in die Tat umgesetzt werden, wenn der Minderjährige, falls er das Alter von vierzehn Jahren erreicht hat, zugestimmt hat bzw. nachdem der Minderjährige angehört wurde, falls er jünger als vierzehn Jahre ist ».

6.A.1. Der Ministerrat ist der Ansicht, dass dieser Artikel die Vorschriften bezüglich der Rechtsfähigkeit, der gesetzlichen Vertretung und der elterlichen Gewalt ändere. Die Gewährung bestimmter Rechte an Minderjährige eines gewissen Alters gehöre nicht zur Zuständigkeit der Gemeinschaften.

6.A.2. Der Flämischen Exekutive zufolge sei die angefochtene Bestimmung keine zivilrechtliche Bestimmung, sondern vielmehr eine, die Grundrechte des Minderjährigen im Rahmen der Hilfeleistung realisiere und als solche personengebunden sei. Die Exekutive weist darauf hin, dass der Ministerrat nicht angebe, welche zivilrechtlichen Bestimmungen der Artikel abändern würde. Beiläufig macht die Exekutive geltend, dass der hilfeleistende Aspekt auf jeden Fall ausschlaggebend sei.

6.B. Die angefochtene Bestimmung ergänzt Artikel 9 § 2 3^o, der sich auf die Intervention der die elterliche Gewalt innehabenden Personen bezieht. Sie ist darauf gerichtet, die freiwillige Annahme der angebotenen Hilfeleistung zu gewährleisten und es dem Minderjährigen zu erlauben, vor dem « Komitee für besondere Jugendhilfe » seine Meinung über die ihm gewährte Unterstützung zu äussern.

Die Bestimmung beeinträchtigt nicht die personenrechtliche Stellung des Minderjährigen und der Familie. Sie gehört nicht zu den zivilrechtlichen Angelegenheiten im Sinne von Artikel 5 § 1 11 6^o des Sondergesetzes vom 8. August 1980 und verletzt demzufolge nicht die Zuständigkeitsvorschriften.

7. Hinsichtlich des Artikels 11 § 3 letzter Absatz

Artikel 11 § 3 letzter Absatz des Dekrets vom 27. Juni 1985 bestimmt, dass die « Büros für besondere Jugendunterstützung » nach Beratung die Beiträge der Minderjährigen und der Unterhaltspflichtigen festsetzen, wobei diese jedoch das Recht behalten, sich mit einer Klageschrift an das Jugendgericht zu wenden.

7.A.1. Dem Ministerrat zufolge sei dieser Artikel mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet, weil dem Jugendgericht eine neue Zuständigkeit zugeteilt werde. Dabei sei es unerheblich, dass das Jugendgericht kraft des Gesetzes vom 8. April 1965 bereits eine ähnliche Zuständigkeit innegehabt habe, zumal es sich hier um ein Rechtsmittel gegen Entscheidungen völlig neuer Organe handele.

7.A.2. Der Flämischen Exekutive zufolge werde durch diese Bestimmung das Prozessrecht nicht abgeändert. Das bestehende Verfahren bleibe unverändert und die Behandlung der Rechtssache geschehe gemäss den prozessrechtlichen Bestimmungen des Jugendschutzgesetzes. Mindestens müsse — so die Exekutive — Artikel 10 des Sondergesetzes angewandt werden. Dieser Artikel müsse die Gemeinschaften in die Lage versetzen, eine zweckmässige Politik zu führen.

7.B. Artikel 94 der Verfassung lautet: « Gerichte und Organe der streitigen Gerichtsbarkeit können nur durch ein Gesetz gegründet werden ».

Der nationale Gesetzgeber hat auf Grund von Artikel 94 der Verfassung die Zuständigkeit des Jugendgerichts festgelegt.

Die Bestimmung von Artikel 11 § 3 Absatz 2 « in fine », « wobei diese jedoch das Recht behalten, sich mit einer Klageschrift an das Jugendgericht zu wenden », regelt — wenn auch geringfügig — die Zuständigkeit des Jugendgerichts.

Diese Dekretsbestimmung betrifft also eine Angelegenheit, die die Verfassung dem Gesetz vorbehält. Wie der Hof in seinem Urteil Nr. 44 vom 23. Dezember 1987 (Geschäftsverzeichnungsnummer 36) festgestellt hat, darf das Dekret ausser in den Fällen, in denen eine besondere und ausdrückliche Ermächtigung durch das Sondergesetz oder das ordentliche Gesetz zur Reform der Institutionen verliehen wurde, nicht in die durch die Verfassung dem Gesetz vorbehaltenen Zuständigkeiten eingreifen. Ausserdem darf die Möglichkeit, die Artikel 10 des Sondergesetzes den Räten bietet, nicht auf Zuständigkeiten Anwendung finden, die die Verfassung dem Gesetz vorbehält.

Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass die Flämische Gemeinschaft nicht zuständig ist, die gesetzmässig dem Jugendgericht zugewiesene Kompetenz durch Dekret abzuändern.

Die Bestimmung von Artikel 11 § 3 Absatz 2 « in fine »: « ... wobei diese jedoch das Recht behalten, sich mit einer Klageschrift an das Jugendgericht zu wenden », verletzt demzufolge die verfassungsmässigen Zuständigkeitsvorschriften.

Das gleiche gilt für :

a) Artikel 32 3^o des Dekrets insofern, als dieser Artikel Artikel 6 Absatz 4 des Gesetzes vom 8. April 1965 aufhebt;

b) Artikel 32 7^o des Dekrets, der Artikel 71 Absatz 2 des Gesetzes vom 8. April 1965 aufhebt, während diese Bestimmung untrennbar mit Artikel 6 Absatz 4 desselben Gesetzes verbunden ist.

8. Hinsichtlich des Kapitels III

Kapitel III des Dekrets enthält Vorschriften über die Zusammensetzung, Aufgabe und Arbeitsweise des « Vermittlungsausschusses ».

8.A.1. Der Ministerrat ficht einen Grossteil der Bestimmungen über die Arbeitsweise des « Vermittlungsausschusses » an, weil sie zum Prozessrecht gehörende Verfahrensbestimmungen enthalten würden oder eine mittelbare Auswirkung auf das Prozessrecht hätten.

8.A.2. Die Flämische Exekutive betont, dass sich das Prozessrecht nicht auf aussergerichtliche Organe wie den « Vermittlungsausschuss » beziehe. Ausserdem ändere keine einzige Bestimmung bezüglich der Vermittlung im Bereich der besonderen Jugendhilfe die Zuständigkeit des Jugendgerichts oder das Verfahren vor demselben.

8.B. Der « Vermittlungsausschuss » ist ein Organ ohne richterliche Funktion. Indem der Dekretgeber die Zusammensetzung, Aufgabe und Arbeitsweise dieses Ausschusses festgelegt hat, hat er keine prozessrechtliche Angelegenheit geregelt. Als Ganzes betrachtet, verletzt Kapitel III des Dekrets demzufolge nicht die zuständigkeitbestimmenden Vorschriften. Einzelne Artikel bedürfen jedoch einer separaten Kontrolle durch den Hof.

9. Hinsichtlich der Artikel 13 1^o und 2^o, 14 1^o und 16 § 2

Artikel 13 1^o und 2^o des Dekrets vom 27. Juni 1985 eröffnet die Möglichkeit der Intervention des « Vermittlungsausschusses », wenn die in Artikel 9 § 2 3^o und 4^o des Dekrets bezeichnete Zustimmung nicht eingeholt werden kann.

Laut Artikel 14 1^o des Dekrets vom 27. Juni 1985 kann der Minderjährige oder jede dessen Interessen faktisch vertretende Vertrauensperson — in diesem Fall in eigenem Namen oder im Namen des Minderjährigen — einen Vermittlungsantrag beim « Vermittlungsausschuss » anhängig machen.

Artikel 16 § 2 des Dekrets vom 27. Juni 1985 bestimmt, dass eine vom Minderjährigen gewählte Vertrauensperson dem Minderjährigen beistehen oder — wenn es der « Vermittlungsausschuss » erlaubt — ihn vertreten kann. Wenn der Minderjährige nicht selbst dazu imstande ist, kann der « Vermittlungsausschuss » von Amts wegen eine Vertrauensperson bezeichnen.

9.A.1. Dem Ministerrat zufolge änderten diese Bestimmungen die zivilrechtlichen Vorschriften über die Rechtsfähigkeit, die gesetzliche Vertretung der Minderjährigen und die elterliche Gewalt.

9.A.2. Die Flämische Exekutive betrachtet die angefochtenen Bestimmungen nicht als zivilrechtliche Bestimmungen, sondern als Bestimmungen, die Grundrechte der Minderjährigen realisierten und als solche personen- gebunden seien. Die Exekutive weist darauf hin, dass die angefochtene Regelung den bisherigen, vom Ministerrat geltend gemachten Vorschriften des bürgerlichen Rechts keinen Abbruch tue.

9.B. Die vorgenannten Bestimmungen, die den ordnungsgemässen Verlauf des gütlichen Hilfeleistungsverfahrens vor dem « Vermittlungsausschuss » und die Berücksichtigung der Meinung des Minderjährigen während der Vermittlung zum Ziel haben, beeinträchtigen nicht die personenrechtliche Stellung des Minderjährigen und der Familie. Dabei handelt es sich nicht um die Erhebung einer gerichtlichen Klage oder um die Vollziehung eines Rechtsaktes, der das Auftreten eines gesetzlichen Vertreters erfordert. Die erörterten Bestimmungen gehören nicht zu den Angelegenheiten des Zivilrechts im Sinne von Artikel 5 § 1 II 6° des Sondergesetzes und verletzen demzufolge nicht die Zuständigkeitsvorschriften.

10. Hinsichtlich der Artikel 13 4°, 14 5° und 16 § 5

Auf Grund der Artikel 13 4° und 14 5° können die mit den Jugendsachen beauftragten Gerichtspersonen den « Vermittlungsausschuss » um Vermittlung oder Stellungnahme ersuchen.

10.A.1. Dem Ministerrat zufolge habe der Dekretgeber der Flämischen Gemeinschaft durch die Verabschie- dung dieser Bestimmungen eine prozessrechtliche Angelegenheit geregelt. Die Artikel verliehen dem Jugend- richter eine Zuständigkeit, die über den vor ihn gebrachten Antrag hinausgehe, indem ihm die Möglichkeit geboten werde, eine Sache völlig an den « Vermittlungsausschuss » zu verweisen, wobei ebenfalls den Vor- schriften über die Ablehnung von Richtern Abbruch getan werde.

10.A.2. Der Flämischen Exekutive zufolge täten die angefochtenen Bestimmungen den bestehenden prozess- rechtlichen Kompetenzregeln keinen Abbruch; sie böten nur eine Möglichkeit, von der die mit den Jugendsachen beauftragten Gerichtspersonen nach freiem Ermessen Gebrauch machen könnten. Die Rekusationsvorschriften würden durch die Bestimmungen in keinerlei Weise abgeändert. Die Gerichtspersonen könnten zwar an der Vermittlung beteiligt werden, würden dadurch aber nicht zu streitenden Parteien.

10.B.1. Eine Gemeinschaft tut der Zuständigkeit des Staates keinen Abbruch, indem sie einen ihr unterste- henden Dienst den mit den Jugendsachen beauftragten Gerichtspersonen zur Verfügung stellt, vorausgesetzt, dass am bestehenden Verfahren vor den Jugendgerichten keine Änderungen oder Neuerungen vorgenommen werden.

Die der Staatsanwaltschaft gebotene Möglichkeit, beim « Vermittlungsausschuss » Anträge auf Stellung- nahme oder Vermittlung einzureichen, entspricht ihren Befugnissen und passt namentlich in den Rahmen der Einstellungsbefugnis. Sie bringt demzufolge keine Änderung des bestehenden Verfahrens vor den Jugendge- richten mit sich.

Die den Jugendrichtern und Jugendberufungsrichtern gebotene Möglichkeit, den « Vermittlungsausschuss » um Stellungnahme zu bitten, entspricht der kraft Artikel 50 des Jugendschutzgesetzes vom 8. April 1965 ihnen zugewiesenen Zuständigkeit für das Durchführen von Nachforschungen. Demzufolge ändert sie nicht das beste- hende Verfahren vor den Jugendgerichten.

Anders verhält es sich mit der Möglichkeit, die die Artikel 13 4° und 14 5° des Dekrets vom 27. Juni 1985 den Jugendrichtern und Jugendberufungsrichtern bieten, einen Vermittlungsantrag einzureichen. Keine einzige Bestimmung des Jugendschutzgesetzes erlaubt es diesen Gerichtspersonen, eine Sache, über die sie zu befinden hätten, an ein nicht-gerichtliches Organ zu verweisen. Dadurch, dass die Artikel 13 4° und 14 5° des Dekrets den Jugendrichtern und Jugendberufungsrichtern die Möglichkeit der Einreichung von Vermittlungsanträgen gewähren, führen sie ins Verfahren vor den Jugendgerichten ein neues Element ein und verletzen insofern die Zuständigkeitsvorschriften.

10.B.2. Artikel 16 § 5 des Dekrets vom 27. Juni 1985 bestimmt, dass die mit den Jugendsachen beauftragte Gerichtsperson sich vor dem « Vermittlungsausschuss » von einem Berater des Sozialdienstes der Gemeinschaft bei Jugendgericht vertreten lassen kann. Diese Bestimmung ist ebenso wie die Artikel 13 4° und 14 5° des besagten Dekrets mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet, soweit sie die Jugendrichter und Jugendberufungsrichter betrifft.

11. Hinsichtlich des Artikels 17 § 2

Artikel 17 § 2 des Dekrets bestimmt, dass der « Vermittlungsausschuss » bei Nichterreichen einer gütlichen Regelung entweder entscheidet, die Sache aus der Hand zu geben, oder, sie unter bestimmten Bedingungen an das Jugendgericht zu verweisen. Diese Weiterleitung erfolgt kraft des letzten Absatzes des Artikels durch über- mittlung einer motivierten Stellungnahme an die Staatsanwaltschaft.

11.A.1. Dem Ministerrat zufolge bestimme der Gemeinschaftsdekretgeber dadurch eine neue Art der Anhän- gigmachung von Rechtssachen beim Jugendgericht; dadurch werde in den Bereich des Prozessrechts einge- griffen.

11.A.2. Die Flämische Exekutive ist der Ansicht, dass der angefochtene Artikel dem Requisitionsmonopol der Staatsanwalt keinen Abbruch tue. Diese bleibe völlig souverän, das Einschreiten des Jugendgerichts zu fordern oder nicht.

11.B. Wenn Artikel 17, § 2, des Dekrets die Möglichkeit einer unmittelbaren Verweisung an das Jugendgericht enthalten würde, so würde er die Anhängigmachung von Rechtssachen vor dem Jugendgericht regeln und den Artikeln 45 und 47 des Jugendschutzgesetzes vom 8. April 1965 Abbruch tun; dabei würde er in den Bereich des Prozessrechts im Sinne von Artikel 5, § 1, II, 6°, des Sondergesetzes eingreifen. So ausgelegt, würde er die Zustän- digkeitsvorschriften verletzen.

Aus dem letzten Absatz des Artikels und aus seiner parlamentarischen Vorbereitung geht jedoch hervor, dass der Dekretgeber eine Mitteilung an die Staatsanwaltschaft bezweckt hat und deren Requisitionsbefugnis unberührt lassen wollte. So ausgelegt, greift Artikel 17, § 2, des Dekrets nicht in den Bereich des Prozessrechts im Sinne von Artikel 5, § 1, II, 6°, des Sondergesetzes ein und enthält demzufolge keine Verletzung der Kompetenz- vorschriften.

12. Hinsichtlich des Artikels 22

Artikel 22 des Dekrets bestimmt, dass in den Fällen, in denen die Sache beim Jugendgericht anhängig gemacht wird, die vollstreckbaren pädagogischen Massnahmen nur insofern, als der « Vermittlungsausschuss » dem Jugendgericht seine Stellungnahme vorher mitgeteilt hat, oder in Ermangelung einer vorherigen Stellung- nahme des « Vermittlungsausschusses » nur für höchstens ein Jahr im Rahmen der von der Exekutive aner- kantenen oder subventionierten Anstalten durchgeführt werden können.

12.A.1. Dem Ministerrat zufolge stelle dieser Artikel eine unmittelbare Einmischung in die Arbeitsweise der Jugendgerichte dar und schränke er ihre Zuständigkeit sowie die Tragweite ihrer Entscheidungen ein. Ausserdem würden die Unabhängigkeit und das Requisitionrecht der Staatsanwaltschaft beeinträchtigt. Der Ministerrat bestreitet, dass Jugendschutzmassnahmen sich auf « Hilfeleistung an Personen » bezögen, behauptet aber, dass auch wenn diese These angenommen werden könnte, diese Hilfeleistung die Organisation und die Zuständigkeitsregelung der Jugendgerichte und der Staatsanwaltschaft berühren würde.

12.A.2. Der Flämischen Exekutive zufolge handele es sich hier um eine Bestimmung über vollstreckbare pädagogische Massnahmen, die personengebunden seien und hilfeleistenden Charakter hätten, und nicht um eine prozessrechtliche Bestimmung. Die Bestimmung betreffe lediglich die Anerkennung und Subventionierung von Anstalten, in denen vollstreckbare pädagogische Massnahmen durchgeführt würden. Die Exekutive weist andererseits darauf hin, dass der Jugendrichter keineswegs verpflichtet sei, den « Vermittlungsausschuss » um eine Stellungnahme zu bitten, und andererseits, dass besagte Stellungnahme keineswegs verbindlich sei.

12.B. Artikel 22 des Dekrets bezieht sich auf die Anerkennungs- und Subventionierungsbedingungen für Anstalten, in denen Jugendschutzmassnahmen (« vollstreckbare pädagogische Massnahmen ») vollstreckt werden. Indem der Dekretgeber an die Nichteinholung der genannten Stellungnahme die Folge verbindet, dass Jugendschutzmassnahmen nur für höchstens ein Jahr in den von der Flämischen Exekutive anerkannten oder subventionierten Anstalten durchgeführt werden können, stellt er den Jugendrichter vor die Wahl, entweder die Ausübung dieser Entscheidungsbefugnis von der Einhaltung eines neuen Verfahrenselementes abhängig zu machen, oder seine Entscheidungsbefugnis hinsichtlich der von ihm zu ergreifenden Massnahmen einzuschränken. In den beiden Fällen wird in den Bereich des Prozessrechts eingegriffen. Die Feststellung, dass die Jugendschutzmassnahmen hilfeleistenden Charakter haben, ändert nichts an der Sache. Artikel 22 des Dekrets verletzt somit die Zuständigkeitsvorschriften.

13. Hinsichtlich des Artikels 24 letzter Absatz

Artikel 24 letzter Absatz des Dekrets schreibt vor, dass jede Akte bezüglich der Anerkennung von Anstalten, die im Rahmen des Dekrets Minderjährige aufnehmen oder betreuen, einen Bericht des leitenden Jugendrichters im Jugendgericht des Gerichtsbezirks, in dem der Antragsteller ansässig ist, enthält.

13.A.1. Dem Ministerrat zufolge sei diese Bestimmung mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet, indem der Dekretgeber dem Jugendrichter eine neue Zuständigkeit zuweise. Ausserdem behauptet der Ministerrat, dass Artikel 10 des Sondergesetzes auf Angelegenheiten, die das Sondergesetz ausdrücklich von den Gemeinschaftszuständigkeiten ausgeschlossen habe, keine Anwendung finden könne.

13.A.2. Die Flämische Exekutive macht geltend, dass die Gemeinschaftsräte für die Anerkennung und Subventionierung von natürlichen oder juristischen Personen, die Minderjährige aufnehmen und betreuen, zuständig seien und in diesem Rahmen einen Bericht des leitenden Jugendrichters beantragen könnten. Diese Bestimmung stelle keine prozessrechtliche Regel dar und sei auf jeden Fall unerlässlich, damit die Flämische Gemeinschaft die ihr zugewiesene Zuständigkeit ausüben könne.

13.B. Der Dekretgeber meint mit Recht, dass der durch Artikel 24 letzten Absatz des Dekrets vorgeschriebene Bericht des leitenden Jugendrichters für jeden Anerkennungsantrag für Anstalten, die im Rahmen des Dekrets Minderjährige aufnehmen und betreuen, für die Ausübung seiner Zuständigkeit unentbehrlich ist, so dass er berechtigt war, die bezeichnete Dekretsbestimmung auf Grund von Artikel 10 des Sondergesetzes zu erlassen.

14. Hinsichtlich der Artikel 29 und 30

Artikel 29 des Dekrets gründet zwei Sozialdienste :

a) in jedem Verwaltungsbezirk einen « Sozialdienst für besondere Jugendunterstützung » zugunsten der Komitees und Büros « für besondere Jugendunterstützung »;

b) in jedem Gerichtsbezirk einen « Sozialdienst der Flämischen Gemeinschaft beim Jugendgericht » zugunsten derjenigen, für die von den mit den Jugendsachen beauftragten Gerichtsbehörden eine vollstreckbare pädagogische Massnahme in Betracht gezogen oder ergriffen wird.

Laut Artikel 29, § 3, bestimmt letztgenannter Sozialdienst — vorbehaltlich gegenteiliger Entscheidung des Jugendgerichts — die Anstalt, die für die Vollstreckung der erlassenen pädagogischen Massnahme herangezogen werden wird.

Artikel 30 des Dekrets enthält nähere Vorschriften über die Zusammensetzung, die Anstellungsbedingungen, die Organisationsordnung, den Personalkader und die Arbeitsweise dieser Sozialdienste.

14.A.1. Der Ministerrat behauptet, es wäre nicht vertretbar, dass das Verwaltungspersonal, das mit der Anwendung der Jugendschutzmassnahmen oder mit der Aufsicht über diese Anwendung beauftragt ist, zu den Diensten der Gemeinschaften gehören würden. Die Personalmitglieder seien als Justizmitarbeiter zu betrachten, so dass es sich um eine Angelegenheit des Prozessrechts handele. Auch die Bestimmungen, die die Möglichkeit der Gerichtsbehörden, den Sozialdienst heranzuziehen, beschränkten, und die Bestimmung, die die Zuständigkeit verleihe, die Anstalt zu bezeichnen, die zur Vollstreckung einer Jugendschutzmassnahme herangezogen werde, wüch die Durchführung der Entscheidungen des Jugendrichters geregelt werden, gehörten, so der Ministerrat, zum Prozessrecht und seien daher mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet.

Jugendschutzmassnahmen hätten keinen personengebundenen Charakter; auch wenn sie diesen Charakter besitzen würden, wäre dadurch nicht die Zuständigkeit übertragen worden, das Prozessrecht abzuändern.

14.A.2. Die Flämische Exekutive behauptet, dass sich der Ministerrat auf einen falschen Ausgangspunkt basiere, um die Zuständigkeit der Gemeinschaften bezüglich der Sozialdienste beim Jugendgericht anzufechten. Da der Ministerrat zu Unrecht davon ausgehe, dass Jugendschutzmassnahmen nicht als eine personengebundene Angelegenheit betrachtet werden könnten, entfalle auch die Schlussfolgerung : Wenn die Jugendschutzmassnahmen tatsächlich einer solchen Charakter hätten, gehöre die Durchführung derselben zur Gemeinschaftskompetenz. Beiläufig macht die Exekutive geltend, dass keine einzige Bestimmung die Gemeinschaftsdekretgeber daran hindere, im Hinblick auf personengebundene Angelegenheiten einen Sozialdienst beim Jugendgericht zu errichten, während der nationale Gesetzgeber im Hinblick auf nationale Angelegenheiten das gleiche tun könne. Bezüglich der Anstalt, in der die Jugendschutzmassnahme vollstreckt werden soll, weist die Exekutive darauf hin, dass das Jugendgericht kraft des Dekrets stets anders entscheiden könne, so dass die Unabhängigkeit des Gerichts nicht beeinträchtigt werde.

14.B. Gemäss Artikel 87 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen kommt es der Gemeinschaft zu, die eigenen Dienste zu errichten.

Im Rahmen der Angelegenheit « Jugendschutz » darf die Gemeinschaft demzufolge zwei Sozialdienste gründen, die an die Stelle der unter dem System des Gesetzes vom 8. April 1965 bestehenden Abteilungen des Sozialdienstes für Jugendschutz treten. Die Gemeinschaft darf ebenfalls bestimmen, dass einer dieser Sozialdienste den mit den Jugendsachen beauftragten Gerichtspersonen zur Verfügung stehen wird, und ein Verhältnis funktioneller Zusammenarbeit zwischen diesem Dienst und den Gerichtsbehörden zustande bringen.

Zwar darf die Gemeinschaft im Rahmen ihrer Zuständigkeit in bezug auf den Jugendschutz keine prozessrechtlichen Angelegenheiten regeln.

Weder die Bestimmungen von Artikel 29, § 1 und § 2, noch die von Artikel 30 des Dekrets vom 27. Juni 1985 berühren überhaupt die Organisation, die Zuständigkeit oder die Arbeitsweise des Jugendgerichts.

Sie regeln die der Gemeinschaft übertragene Angelegenheit des Jugendschutzes, ohne Einmischung in die dem nationalen Gesetzgeber vorbehaltenen Angelegenheiten des Prozessrechts.

Sie verletzen also nicht die durch oder kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Regeln.

Anders verhält es sich mit der Bestimmung von Artikel 29, § 3, des Dekrets: Es steht ausschliesslich dem nationalen Gesetzgeber zu, zu bestimmen, wer angesichts der Anstalt, die zur Vollstreckung der erlassenen pädagogischen Massnahme herangezogen wird, Entscheidungsbefugnis besitzt.

Artikel 29, § 3, des Dekrets verletzt deshalb die genannten Zuständigkeitsvorschriften.

15. Hinsichtlich des dritten Klagegrunds

15.A.1. Als dritten Klagegrund führt der Ministerrat die Verletzung der Artikel 8, 25, 29, 30, 92 und 94 der Verfassung an, indem die Artikel 13 4°, 14 5°, 15 § 2 3°, 16, 22, 29 § 2, 30 und 32 5° und 6° des Dekrets vom 27. Juni 1985 die Unabhängigkeit der richterlichen Gewalt angriffen und den Verfassungsgrundsatz der Gewaltentrennung missachteten.

Der Ministerrat behauptet, diese Grundsätze würden zuerst dadurch verletzt, dass die mit den Jugendsachen beauftragten Gerichtspersonen während des Vermittlungsverfahrens auftreten könnten, sowie dadurch, dass das Jugendgericht folglich unabhängig von einem Antrag der Staatsanwaltschaft über eine Sache befinden könne.

Der Ministerrat macht ferner geltend, dass auch die Bestimmungen über die Sozialdienste der Flämischen Gemeinschaft beim Jugendgericht den im Klagegrund angeführten Grundsätzen Abbruch täten, indem durch die Übertragung von dem Jugendrichter zukommenden Zuständigkeiten an die Sozialdienste den Gerichtsbehörden jede Befugnis diesen Diensten gegenüber genommen werde und indem es erlaubt werde, dass mit den Jugendsachen beauftragte Gerichtspersonen durch Berater des Sozialdienstes der Flämischen Gemeinschaft beim Jugendgericht vertreten würden.

Zum Schluss behauptet der Ministerrat, dass der Dekretgeber dadurch, dass er die Durchführung von Jugendschutzmassnahmen von einer Stellungnahme des « Vermittlungsausschusses » abhängig mache, die Arbeitsweise und Zuständigkeit des Jugendgerichts bestimmt und dadurch die vorgenannten Grundsätze verletzt habe.

15.A.2. Der Flämischen Exekutive zufolge greife der an den « Vermittlungsausschuss » gerichtete Antrag einer mit den Jugendsachen beauftragten Gerichtsperson auf Vermittlung oder Stellungnahme keineswegs ihre Unabhängigkeit oder Unparteilichkeit an. Durch einen solchen Antrag werde sie keineswegs zur Partei im Vermittlungsverfahren. Das Auftreten der mit den Jugendsachen beauftragten Gerichtspersonen in dieser Angelegenheit entspreche voll und ganz ihren bisherigen Aufgaben. Weder die Zuständigkeit der Jugendgerichte noch das bisherige Verfahren werde dadurch abgeändert.

Die Vertretung von mit den Jugendsachen beauftragten Gerichtspersonen vor dem « Vermittlungsausschuss » durch Berater des Sozialdienstes impliziere, so die Exekutive, keineswegs eine Delegation von Zuständigkeiten. Die Exekutive weist darauf hin, dass diese Berater der Autorität der Gerichtsbehörden unterstützten.

Die Exekutive behauptet anschliessend, dass die eventuelle Bezeichnung der Anstalt, in der die getroffene Jugendschutzmassnahme vollstreckt werden wird, durch den Sozialdienst keineswegs die Entscheidungsbefugnis des Jugendrichters angreife; sie beziehe sich vielmehr auf die Verwirklichung und Vollstreckung der vom Jugendrichter getroffenen Massnahme.

Zum Schluss behauptet die Exekutive, dass die vorgeschriebene Stellungnahme des « Vermittlungsausschusses » an das Jugendgericht, wenn dieses für die Vollstreckung von Massnahmen eine von der Flämischen Exekutive anerkannte oder subventionierte Anstalt heranziehen wolle, keineswegs die Arbeitsweise und Zuständigkeit des Jugendgerichts angreife und das Jugendgericht in keinerlei Masse verbinde. Die einzige Folge der Nichteinholung der Stellungnahme bestehe darin, dass die Exekutive nicht mehr für die Durchführung der Massnahme im Rahmen einer von ihr anerkannten und subventionierten Anstalt bürgen könne, beziehungsweise nicht länger als ein Jahr lang. Auf jeden Fall habe diese Bestimmung auf Grund von Artikel 10 der Verfassung verabschiedet werden können.

15.B.1. Der Klagegrund, in dem die Verletzung verfassungsmässiger Bestimmungen angeführt wird, insofern diese die Gewaltentrennung und die Unabhängigkeit der richterlichen Gewalt gewährleisten, betrifft offensichtlich keine Verletzung der Vorschriften, durch welche die jeweilige Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen bestimmt wird. Nichtsdestoweniger ist dies wohl seine Tragweite. Der Klagegrund muss nämlich so gelesen werden, dass er es diesbezüglich der Gemeinschaft vorwirft, Gesetze gegeben zu haben in Angelegenheiten, für die sie nicht zuständig sei, entweder weil solche Angelegenheiten grundsätzlich durch die Verfassung selbst geregelt und durch nationale Gesetze durchgeführt worden seien, oder weil diese Angelegenheiten kraft der Verfassung (bzw. des Sondergesetzes) zur Zuständigkeit des nationalen Gesetzgebers gehörten. Der Klagegrund ist in diesem Sinne aufzufassen, dass er die Rechtsgültigkeit der bezeichneten Dekretsbestimmungen insofern in Frage stellt, dass sie gerichtliche Angelegenheiten regeln würden.

15.B.2. Da im dritten Klagegrund manche Dekretsbestimmungen insofern in Frage gestellt werden, als sie dabei gerichtliche Angelegenheiten regeln würden, ist zu bemerken, dass die Rechtsgültigkeit einiger von diesen Bestimmungen bereits anhand dieses Kriteriums geprüft worden ist.

Es ist demzufolge nicht angebracht, die Rechtsgültigkeit der Artikel 13 4°, 14 5°, 22, 29 § 2 und 30 des Dekrets erneut zu beurteilen.

Die Rechtsgültigkeit der Bestimmung von Artikel 15, § 2, 3°, hängt von derjenigen des Artikels 14, 4° und 5° ab, auf den diese Bestimmung Bezug nimmt. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass Artikel 14, 4°, nicht mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet ist, während Artikel 15 nur in dem Masse zuständigkeitsüberschreitend ist, wie er die Jugendrichter und Jugendberufungsrichter betrifft. Gleichermassen verletzt Artikel 15, § 2, 3°, nicht die verfassungsmässigen Kompetenzvorschriften.

In seiner Gesamtheit betrachtet, gehört Artikel 16 zur Zuständigkeit des Dekretgebers. Dieser Artikel regelt nämlich einen Aspekt des auf ein nicht-rechtsprechendes Organ anwendbaren Verfahrens.

In bezug auf Paragraph 5 dieses Artikels muss aber entsprechend den Ausführungen zu 10.B.2. festgestellt werden, dass diese Bestimmung insofern mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet ist, als sie die Jugendrichter und Jugendberufungsrichter betrifft.

Die in Frage gestellten Aufhebungsbestimmungen von Artikel 32 5° und 6° werden zusammen mit dem vierten Klagegrund erörtert.

16. Hinsichtlich des vierten Klagegrunds

16.A.1. Als vierten Klagegrund führt der Ministerrat die Verletzung der Artikel 59bis, § 2bis und 67 der Verfassung und des Artikels 5 § 1 II 6°, 32 7°, 32 8°, 33 1°, 33 2°, 33 3°, 33 4°, 33 5°, 33 6°, 33 7°, 33 10°, 33 12° und 34 des Dekrets vom 27. Juni 1985 durch die darin enthaltenen Angelegenheiten, die nicht zu den Zuständigkeiten der Gemeinschaft gehörten, trafen.

14.A.2. Der Flämischen Exekutive zufolge gehe die Zuständigkeit zur Aufhebung oder Abänderung der in den Artikeln 32, 33 und 34 des Dekrets angeführten Bestimmungen des Jugendschutzgesetzes aus der Gemeinschaftskompetenz, die Angelegenheiten zu regeln, auf die sich diese Bestimmungen beziehen, hervor.

Hinsichtlich des Artikels 32 4°

Artikel 32 4° des Dekrets hebt Artikel 64 des Gesetzes vom 8. April 1965 in der durch des Gesetz vom 25. Juni 1969 abgeänderten Fassung auf.

16.B.1. In der Erwägung 14.B. wurde festgestellt, dass die Flämische Gemeinschaft zuständig ist, sowohl einen « Sozialdienst für besondere Jugendunterstützung » als auch einen « Sozialdienst der Flämischen Gemeinschaft » zu errichten.

Diese Zuständigkeit schliesst die Zuständigkeit in sich, Artikel 64 des Gesetzes vom 8. April 1965 aufzuheben.

Hinsichtlich des Artikels 32 5°

Artikel 32 5° des Dekrets hebt die Artikel 66, 67 und 68 des Jugendschutzgesetzes vom 8. April 1965 auf. Diese Artikel handeln von der Anerkennung natürlicher oder juristischer Personen oder Vereinigungen und Einrichtungen, die sich bereit erklären, kraft des Jugendschutzgesetzes kollektiv und regelmässig Minderjährige aufzunehmen.

16.B.2. Die Gemeinschaften sind dafür zuständig, Vorschriften in bezug auf Anstalten und Einrichtungen zu erlassen, in denen Minderjährige im Rahmen des sozialen Jugendschutzes untergebracht oder Jugendschutzmassnahmen durchgeführt werden. Der Dekretgeber der Flämischen Gemeinschaft war demzufolge zuständig, die Artikel 66, 67 und 68 des Jugendschutzgesetzes vom 8. April 1965 aufzuheben; Artikel 32 5° des Dekrets verletzt also nicht die Zuständigkeitsvorschriften.

Hinsichtlich des Artikels 32 6°

Artikel 32 6° des Dekrets hebt Artikel 70 des Jugendschutzgesetzes vom 8. April 1965 auf. Artikel 70 Absatz 1 dieses Gesetzes handelt vom Tagespflegesatz in den « Staatsanstalten für Beobachtung und Erziehung unter Aufsicht », während sich die Absätze 2 bis 5 des Artikels auf die Tageszuschüsse für Pflege und Erziehung beziehen, die Privatpersonen oder Einrichtungen, die kraft des Jugendschutzgesetzes untergebrachte Minderjährige aufnehmen, gewährt werden.

16.A.3. Dem Ministerrat zufolge hätten die Gemeinschaften keine Zuständigkeit in bezug auf Einrichtungen, in denen Minderjährige in Ausführung von Jugendschutzmassnahmen untergebracht werden, d.h. genauso wenig in bezug auf die « Staatsanstalten für Beobachtung und Erziehung unter Aufsicht », weil solche Unterbringungen als Zwangsmassnahmen zu betrachten seien, die die Minderjährigen als Sanktionen empfinden.

16.A.4. Unter Bezugnahme auf die parlamentarische Vorbereitung des Jugendschutzgesetzes vom 8. April 1965 behauptet die Flämische Exekutive, auch eine Unterbringung in einer Staatsanstalt für Beobachtung und Erziehung unter Aufsicht habe einen erzieherischen Charakter, so dass die Gemeinschaften angesichts dieser Einrichtungen zuständig seien.

16.B.3. Aus denselben Gründen, wie in der Erwägung 14.B. angeführt, war der Gemeinschaftsdekretgeber zuständig, die Absätze 2 bis 5 des Artikels 70 des Jugendschutzgesetzes vom 8. April 1965 aufzuheben.

Die Aufhebung des ersten Absatzes des Artikels 70 des Gesetzes vom 8. April 1965 bedarf einer getrennten Untersuchung. Diese Bestimmung wirft die Frage nach der Zuständigkeit der Gemeinschaften in bezug auf die Einrichtungen, in denen die in Artikel 37 4° des Jugendschutzgesetzes bezeichnete Massnahme vollstreckt wird, auf.

Die Unterbringung in einer solchen Einrichtung ist eine Massnahme, die angesichts aller in Artikel 36 des Jugendschutzgesetzes genannten Kategorien von Minderjährigen angewandt werden kann und die sowohl angesichts ihres Stellenwertes im Jugendschutzgesetz vom 8. April 1965 als auch in Anbetracht der parlamentarischen Vorbereitung dieses Gesetzes als eine Massnahme mit erzieherischem Charakter zu bewerten ist.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass unbeschadet der Artikel 12 und 88 des Sondergesetzes die in Artikel 37 4° des Gesetzes vom 8. April 1965 bezeichneten Einrichtungen der Zuständigkeit der Gemeinschaften unterliegen, die auch die Befugnis in sich schliesst, den Tagespflegesatz in diesen Einrichtungen festzusetzen.

Der Dekretgeber war demzufolge ebenfalls zuständig, Absatz 1 von Artikel 70 des Jugendschutzgesetzes vom 8. April 1965 ausser Kraft zu setzen. Artikel 32 6° des Dekrets verletzt also nicht die Zuständigkeitsvorschriften.

Hinsichtlich des Artikels 32 7°

Artikel 32 7° des Dekrets hebt Artikel 71 Absatz 2 des Jugendschutzgesetzes vom 8. April 1965 auf. Letzgenannter Artikel bestimmt, dass das Jugendgericht « ebenso » über die nach Artikel 6 letztem Absatz des Gesetzes vom 8. April 1965 eingelegten Rechtsmittel entscheidet, wobei sich das Wort « ebenso » auf den ersten Absatz des Artikels 71 bezieht, der von der durch das Jugendgericht vorzunehmenden Festsetzung des Beitrags der Minderjährigen und Unterhaltspflichtigen zu den Pflege-, Erziehungs- und Behandlungskosten infolge der vom Jugendgericht getroffenen Massnahmen handelt.

16.B.4. Diese Aufhebung stellt ihrerseits die Folge der Verabschiedung von Artikel 11 § 3 Absatz 2 des Dekrets dar; durch letztere Bestimmung organisiert der Dekretgeber nunmehr selbst das Rechtsmittel, das Artikel 6 letzter Absatz des Gesetzes vom 8. April 1965 eingeführt hatte.

Da zu Ziffer 7.B. festgestellt worden ist, dass Artikel 11 § 3 Absatz 2 des Dekrets die Kompetenzvorschriften verletzt und demzufolge für nichtig zu erklären ist, verletzt auch Artikel 32 7° des Dekrets, der die Gesetzesbestimmung ausser Kraft setzt, welche auf das durch Artikel 32 7° des Gesetzes vom 8. April 1965 eingeführte Rechtsmittel Bezug nimmt, die Kompetenzvorschriften, so dass auch er für nichtig zu erklären ist.

Hinsichtlich der Artikel 32 8°, 33 1°, 33 2°, 33 4°, 33 5°, 33 6°, 33 7°, 33 10° und 33 12°

Artikel 32 8° des Dekrets vom 27. Juni 1985 hebt die Übergangsbestimmung des Artikels 98 des Gesetzes vom 8. April 1965 über die ständigen Jugendschutzdelegierten auf.

Artikel 33 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 10° und 12° des Dekrets vom 27. Juni 1985 ersetzt in mehreren Bestimmungen des Gesetzes vom 8. April 1965 die Ausdrücke « das Jugendschutzkomitee » und « der Jugendschutzdelegierte » durch « der Sozialdienst der Flämischen Gemeinschaft beim Jugendgericht » bzw. « das Büro für besondere Jugendunterstützung ».

16.B.5. Aus der Untersuchung des zweiten Klagegrunds geht hervor, dass die Flämische Gemeinschaft zuständig ist, den besagten « Sozialdienst » und das besagte « Büro » ins Leben zu rufen. Infolgedessen verletzen die Bestimmungen der Artikel 32 8° und 33 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 10° und 12° des Dekrets vom 27. Juni 1985 genauso wenig die verfassungsmässigen Zuständigkeitsvorschriften.

Hinsichtlich des Artikels 34

Artikel 34 des Dekrets ersetzt Artikel 69 letzten Absatz des Gesetzes vom 8. April 1965 durch folgende Bestimmung : « Der Justizminister lässt die von ihm anerkannten Einrichtungen und die Unterbringungen in diesen Einrichtungen von Beamten, die er damit beauftragt, inspizieren ».

16.A.5. Der Ministerrat macht geltend, dass keine Verfassungs- oder Gesetzesbestimmung die Gemeinschaften dazu ermächtigt, einem nationalen Minister Befugnisse zuzuteilen.

16.A.6. Die Flämische Exekutive führt an, dass der angefochtene Artikel eine vorhandene Bestimmung der neuen institutionellen Realität anpasse.

16.B.6. Keine Verfassungs- oder Gesetzesbestimmung weist den Gemeinschaftsdekretgebern die Befugnis zu, einem nationalen Minister Aufgaben zuzuteilen. Folglich verletzt Artikel 34 des Dekrets die Zuständigkeitsvorschriften.

17. Hinsichtlich des fünften Klagegrunds

17.A.1. In seinen Anträgen vom 9. Dezember 1987 führt der Ministerrat zum ersten Mal einen fünften Klagegrund an, den er darauf gründet, dass Artikel 23 des Dekrets den allgemeinen Grundsatz verletze, nach dem nur der Staat dafür zuständig sei, Grundregeln bezüglich der Sicherheit der Gebäude und insbesondere hinsichtlich des Feuer- und Explosionsschutzes zu erlassen.

Der Ministerrat macht geltend, dass der Dekretgeber seine Kompetenzen überschritten habe, indem dieser die Exekutive in allgemeinen Termini dazu ermächtigt habe, die Anerkennungsbedingungen in bezug auf die für die Durchführung von Jugendschutzmassnahmen bestimmte materielle Infrastruktur zu definieren. So sei die Exekutive dazu ermächtigt worden, Grundnormen bezüglich der Sicherheit, welche der nationalen Zuständigkeit unterlägen, zu erlassen.

17.A.2. Die Flämische Exekutive macht zuerst geltend, dass ein nicht in der verfahrenseinleitenden Klageschrift vorgebrachter Klagegrund unzulässig sei.

Beiläufig weist die Exekutive darauf hin, dass die angefochtene Bestimmung nicht die Tragweite habe, die ihr der Ministerrat gebe. Die Bestimmung habe die Exekutive keineswegs dazu ermächtigen wollen, allgemeine Sicherheitsnormen zu erlassen.

Hinsichtlich der Zulässigkeit des Klagegrunds

17.B.1. Der Hof stellt fest, dass der Klagegrund gegen eine angefochtene Dekretsbestimmung, die Gegenstand einer kontradiktorischen Verhandlung war, vorgebracht worden ist.

Der Klagegrund ist demzufolge zulässig.

Hinsichtlich der Begründetheit des Klagegrunds

17.B.2. Artikel 23 § 2 a des Dekrets bestimmt, dass die Exekutive pro Kategorie von Einrichtungen, die im Rahmen des Dekrets Minderjährige aufnehmen oder betreuen, allgemeine Anerkennungsbedingungen festlegt, welche namentlich die materielle Infrastruktur betreffen.

Durch diese Befugniszuweisung wird die Exekutive dazu ermächtigt, Bedingungen festzulegen, die sich ausschliesslich auf die Eigenart der dort bezeichneten Einrichtungen beziehen; dies schliesst die Festlegung allgemeiner Grundnormen in bezug auf die Sicherheit aus. Artikel 23 § 2 a des Dekrets verletzt also nicht die Zuständigkeitsvorschriften.

18. Hinsichtlich des Dekrets vom 4. Juni 1986

Das Dekret vom 4. Juni 1986 bestimmt, dass die Exekutive die Tage des Inkrafttretens der einzelnen Bestimmungen des Dekrets vom 27. Juni 1985 festlegt.

18.B. Das Dekret vom 4. Juni 1986 verletzt die durch oder kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Regeln insofern, als es sich auf das Inkrafttreten jener Artikel des Dekrets vom 27. Juni 1985 bezieht, die erwiesenermassen mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet sind.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

erklärt im Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 27. Juni 1985 « inzake bijzondere jeugdbijstand » (« über die besondere Jugendunterstützung »)

1. die Artikel 22, 29 § 3, 32 7° und 34,
2. in Artikel 11 § 3 Absatz 2 den Satzteil « onverminderd het recht van dezen zich bij verzoekschrift tot de jeugdrechtbank te wenden » (« wobei diese jedoch das Recht behalten, sich mit einer Klageschrift an das Jugendgericht zu wenden »),
3. die Artikel 13 4° und 14 5°, 15 § 2 3° und 16 § 5 insofern, als sie die Jugendrichter und Jugendberufungsrichter betreffen,
4. Artikel 32 3° insofern, als er Artikel 6 Absatz 4 des Gesetzes vom 8. April 1965 aufhebt,

für nichtig;

erklärt das Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 4. Juni 1986 « houdende aanvulling van het dekreet van 27 juni 1985 inzake bijzondere jeugdbijstand » (« zur Ergänzung des Dekrets vom 27. Juni 1985 über die besondere Jugendunterstützung ») insofern, als es das Inkrafttreten der für nichtig erklärten Artikel regelt, für nichtig;

weist die Klage im übrigen zurück.

So ausgesprochen in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 55 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983, in der öffentlichen Sitzung vom 30. Juni 1988.

Der Kanzler,
L. Potoms.

Der Vorsitzende,
J. Delva.